

FOURTH MEETING OF THE MEDITERRANEAN CITIZENS' ASSEMBLY

“MEDITERRANEAN DIALOGUES: CITIZENSHIP AND CONFLICTS”

NOVEMBER 21ST TO 24TH 2013, ISTANBUL - TURKEY

Memory of the meeting

QUATRIÈME RENCONTRE DE L'ASSEMBLÉE DES CITOYENS ET CITOYENNES DE LA MÉDITERRANÉE

“DIALOGUES MÉDITERRANÉENS : CITOYENNETÉ ET CONFLITS”

21 – 24 NOVEMBRE 2013, ISTANBUL – TURQUIE

Mémoire de la rencontre





Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

Mémoire de la quatrième Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée, Istanbul, 21-24 novembre 2013

Table des matières

I. INTRODUCTION	8
II. PROGRAMME DE LA QUATRIÈME ASSEMBLÉE D'ISTANBUL	9
III. INTERVENTIONS	12
3.1 Séance d'ouverture	12
Françoise Macé, membre du Conseil Consultatif de l'ACM, responsable de programme à la Fondation Charles-Léopold Mayer (FPH)	
George Saliba, représentant spécial du Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée (UPM)	
Andres Perelló, député du Parlement Européen, membre de l'Assemblée Parlementaire de l'UPM	
Lhou Lmarbouh, vice-président, Assemblée Parlementaire de la Méditerranée (APM)	
Message sur la Méditerranée de Predrag Matvejevic (Croatie), écrivain, membre du Conseil Consultatif de l'ACM	
<ul style="list-style-type: none">Étaient présents : Khaled Hammad, Project Manager du Programme Dawrak (Citizens for dialogue) de la Fondation Anna Lindh ; Katerina Stenou, directrice de la Plateforme intersectorielle pour une culture de la paix et de la non-violence, UNESCO ; George Saliba, représentant spécial du Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée (UPM) mais malheureusement leurs interventions ne nous sont pas parvenues à temps pour la publication	
3.2 Agora 1 : Diagnostic de la situation dans les pays Méditerranéens de l'Europe du sud	29
Mattia Ciampicacigli (Cercle ACM de Rome - Italie)	
Axel Frick (Cercle ACM de Marseille - France)	
Manuel Rodriguez (Cercle ACM de Valence - Espagne)	



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

Dogukan Muezzinler (Cercle ACM de Chypre)

Orestis Tringides (Cercle ACM de Chypre)

Nicolo Vogiazidis (Cercle ACM de Thessalie - Grèce)

Nevila Xhindi (Coordination ACM - Albanie)

3.3 Agora 2 : Diagnostic de la situation dans les pays orientaux de la Méditerranée

46

Maya Arakon (Mouvement Européen International – Turquie)

Hassan Balawi (Autorité palestinienne – Palestine)

Ofer Bronchtein (Forum International pour la Paix – Israël)

Yahya Dogan (Gedik University – Turquie)

Wesam Jalahej (Cercle ACM de Damas – Syrie)

Emel Kurma (Helsinki Citizens' Assembly – Turquie)

Kamal Mouzawak (Souk El Tayeb – Liban)

Michel Warshawski (Conseil Consultatif ACM – Israël)

3.4 Agora 3 : Diagnostic de la situation dans les pays du Maghreb

58

Rhida Barouni (Ennahda – Tunisie)

Omar Bendjelloun (Membre ACM - Maroc)

Emna Jeblaoui (Cercle de Tunis – Tunisie)

Abderrahaman Mohamed Yeslem (Délégation du Front Polisario, Madrid – Espagne)

3.5 Agora 4 : Politique, religions et citoyenneté en Méditerranée

74

Sophie Ghérardi (Fait-religieux.com – France)

Marwan Shehade (Vision Center – Jordanie)

Mgr Henri Teissier (Archevêque émérite d'Alger – France-Algérie)

Aylin Unver Noi (Cercle d'Istanbul – Turquie)

3.6 : Séance de clôture

119

Kivanc Eliacik, directeur du Département des relations Internationales de la Confédération des Syndicats progressistes de Turquie (DISK)



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

Karim Hauser, responsable du programme gouvernance, Casa Arabe

Georges Abi Saleh, représentant de la Plateforme Civile EuroMed

Vicent Garcés, membre du Conseil Consultatif de l'ACM, Député du Parlement Européen

Nikos Vogiazidis, membre du Conseil Consultatif de l'ACM

- Était présent : Edgardo Maria Iozia, Comité économique et social européen ; mais malheureusement sa contribution ne nous est pas parvenue à temps pour la publication

IV. SYNTHÈSE	130
4.1 Synthèse de l'Agora 1	130
4.2 Synthèses de l'agora 2	132
4.3 Synthèses de l'agora 3	134
4.4 Synthèses de l'agora 4	136
4.5 Synthèse générale de la quatrième Assemblée	138
V. DÉCLARATIONS DU CONSEIL CONSULTATIF	143
5.1 Déclaration sur la situation des transitions démocratiques dans l'espace méditerranéen	143
5.2 Déclaration sur la crise économique et la citoyenneté en Méditerranée	145
5.3 Déclaration sur la liberté de circulation dans l'espace méditerranéen	146
5.4 Déclaration sur la liberté, la sécurité individuelle, la sécurité collective et la paix en Méditerranée	147
5.5 Déclaration sur la Syrie	148
5.6 Déclaration sur Israël et la Palestine	149
5.7 Déclaration sur Chypre	149
5.8 Déclaration sur la Tunisie	150
5.9 Déclaration sur le Maroc	150
5.10 Déclaration sur la Grèce	151
VI. LISTE DES PARTICIPANTS DE LA IV^{ème} RENCONTRE	153
VII. ANNEXES	160
	160



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

7.1 Présentation de l'ACM	161
7.2 Liste des membres du Conseil Consultatif	163
7.3 Charte Constitutive de l'ACM	169
7.4 Rencontres précédentes	169
7.4.1 La Première Rencontre de Valencia, Espagne	170
7.4.2 La Deuxième Rencontre de Tunis, Tunisie	172
7.4.3 La Troisième rencontre de Volos, Grèce	173
7.5 Photos sélectionnées	173
7.6 Entretiens vidéo	175



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens'Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

I. INTRODUCTION

Nous, Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée (ACM), visons à favoriser l'émergence de la parole et de l'action citoyennes à travers l'organisation d'activités et de rencontres et la création d'espaces de dialogue divers. C'est ainsi que, depuis l'année 2008, un groupe de citoyens et citoyennes de la Méditerranée se sont engagés à participer activement à l'émergence d'une citoyenneté méditerranéenne, d'une communauté méditerranéenne des peuples et d'un réseau citoyen pour l'action en Méditerranée. Nous nous sommes dotés d'une Charte constitutive fondée sur les valeurs de Démocratie, de Liberté, de Paix, ainsi que sur le respect des Droits humains, de la diversité culturelle et de la responsabilité environnementale.

La première rencontre de l'Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée qui eut lieu en juillet 2010 à Valence (Espagne) avait eu pour thème : « Dialogues méditerranéens : institutions et citoyenneté en Méditerranée ». Cette rencontre avait mis en évidence le besoin de favoriser l'émergence d'une « communauté méditerranéenne des peuples », ancrée dans un espace politique méditerranéen et dans une « citoyenneté méditerranéenne ».

La deuxième rencontre, qui s'est tenue à Tunis au mois de décembre 2011, était axée sur le thème : « Crises et changements en Méditerranée : la citoyenneté en mouvement ». Elle a démontré que les peuples de la Méditerranée sont en train d'écrire leurs destins à travers leurs aspirations à la liberté, la consolidation des revendications portées par les jeunes générations et le renforcement de la société civile.

La troisième rencontre qui s'est déroulée à Vólos (Grèce) en octobre 2012, eut pour thème : « Les changements en Méditerranée, la dynamique des Cercles de citoyens et l'avenir de l'ACM ». Elle a permis aux membres du Conseil Consultatif et des Cercles locaux de citoyens venus de tous les pays de la Méditerranée d'établir un diagnostic des crises en cours en Méditerranée, d'évoquer l'avenir des Cercles de citoyens et de leurs projets, et de formuler des propositions d'actions communes.

La quatrième rencontre à Istanbul (Turquie) du 21 au 24 novembre 2013 a abordé la dimension citoyenne des divers conflits en cours en Méditerranée. Cette Assemblée eut pour thème : « Dialogues méditerranéens : citoyenneté et conflits ». Après avoir dressé un état des lieux des différentes situations politiques, économiques et sociales de l'ensemble des pays du bassin méditerranéen, les 150 personnes présentes lors de l'Assemblée et les 22 pays représentés ont réfléchi tous ensemble aux perspectives et solutions citoyennes pour l'avenir de la région. Notre organisation est devenue un espace unique d'échange entre le Nord et le Sud, mêlant une diversité d'intervenants de la société civile unique par son nombre et le nombre de pays dont ils sont issus.



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

II. PROGRAMME DE LA QUATRIÈME ASSEMBLÉE D'ISTANBUL

Jeudi 21 novembre

Arrivée des participants

17h30-19h30 Séance d'ouverture

- **Mme Françoise Macé**, membre du Conseil Consultatif de l'ACM, responsable de programme à la Fondation Charles-Léopold Mayer (FPH)
- **Mme Aylin Unver Noi**, professeur de Relations Internationales, Gedik University, Cercle ACM d'Istanbul
- **M Khaled Hammad**, Project Manager du Programme Dawrak (Citizens for dialogue) de la Fondation Anna Lindh
- **Mme Katerina Stenou**, directrice de la Plateforme intersectorielle pour une culture de la paix et de la non-violence, UNESCO
- **M George Saliba**, représentant spécial du Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée (UPM)
- **M Andres Perelló**, député du Parlement Européen, membre de l'Assemblée Parlementaire de l'UPM
- **M Lhou Lmarbouh**, vice-président, Assemblée Parlementaire de la Méditerranée (APM)

Message sur la Méditerranée de Predrag Matvejevic (Croatie), écrivain, membre du Conseil Consultatif de l'ACM

20h30 Dîner

Vendredi 22 novembre

09h00-11h00 Début des 4 Agoras : *Genèse, enjeux et défis des conflits en Méditerranée.*

Agora 1: Diagnostic de la situation dans les pays méditerranéens de l'Europe du sud

- Radiographie de la situation économique, environnementale, sociale, culturelle, politique et militaire.
- Débat ouvert.

Agora 2: Diagnostic de la situation dans les pays orientaux de la Méditerranée

- Radiographie de la situation économique, environnementale, sociale, culturelle, politique, militaire et humanitaire.
- Débat ouvert.

Agora 3: Diagnostic de la situation dans les pays du Maghreb



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

- Radiographie de la situation économique, environnementale, sociale et culturelle en Méditerranée.
- Débat ouvert.

Agora 4: Politique, religions et citoyenneté en Méditerranée

- Influence des religions dans les systèmes politiques méditerranéens.
- Débat ouvert.

11h00-11h15 Pause café

11h15-13h00 Continuation des 4 Agoras

13h00-14h30 Déjeuner à l'hôtel

14h30-16h00 Continuation des 4 Agoras

16h00-16h15 Pause café

16h15-18h30 Continuation et fin des 4 Agoras

20h00 Dîner et soirée libre

Samedi 23 novembre

09h00-11h00 Début des 4 Agoras: *Approches et perspectives citoyennes pour l'avenir*

Agora 1: Approches et perspectives citoyennes pour l'avenir des pays méditerranéens de l'Europe du sud

- Quelles propositions et quelles modalités d'actions pour la citoyenneté sur les conflits analysés dans cette agora ?
- Débat ouvert.

Agora 2: Approches et perspectives citoyennes pour l'avenir dans les pays orientaux de la Méditerranée

- Quelles propositions et quelles modalités d'actions pour la citoyenneté sur les conflits analysés dans cette agora ?
- Débat ouvert.

Agora 3: Approches et perspectives citoyennes pour l'avenir dans les pays du Maghreb

- Quelles propositions et quelles modalités d'actions pour la citoyenneté sur les conflits analysés dans cette agora ?
- Débat ouvert.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

Agora 4: Politique, religions et citoyenneté en Méditerranée

- Quelles propositions et quelles modalités d'actions pour la coexistence entre une citoyenneté politique et une citoyenneté religieuse ?
- Débat ouvert.

11h00-11h15 Pause café

11h15-13h00 Continuation des 4 Agoras

13h00-14h30 Déjeuner à l'hôtel

14h30-16h00 Continuation des 4 Agoras

16h00-16h15 Pause café

16h15-18h30 Continuation et fin des 4 Agoras

19h30 Départ depuis l'hôtel pour le dîner et la soirée culturelle

Dimanche 24 novembre

09h00-10h00 Présentation des synthèses des 4 Agoras

10h00-12h00 Séance de clôture

- **M Vicent Garcés**, membre du Conseil Consultatif de l'ACM, Député du Parlement Européen
- **M Kivanc Eliacik**, directeur du Département des relations Internationales de la Confédération des Syndicats progressistes de Turquie (DISK)
- **M Karim Hauser**, responsable du programme gouvernance, Casa Arabe (Espagne)
- **Mme Elisabetta Ciuccarelli**, Programme Monde arabe et Méditerranée, IEMED
- **M Georges Abi Saleh**, représentant de la Plateforme Civile EuroMed

Déclarations du Conseil Consultatif de l'ACM

Signature du Protocole d'accord entre l'Assemblée Parlementaire de la Méditerranée (APM) et l'ACM

Photo de Famille



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

III. INTERVENTIONS

3.1 Séance d'ouverture

Françoise Macé, membre du Conseil Consultatif de l'ACM, responsable de programme de la Fondation Charles-Léopold Mayer (FPH)

Chères amies et chers amis, bonsoir.

Je vous souhaite la bienvenue au nom de la Coordination et du Conseil Consultatif de l'Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée (ACM) et je vous remercie de votre présence dans ces journées passionnantes de la démocratie citoyenne en action.

Nous nous retrouvons aujourd'hui à Istanbul, une ville magique, débordant d'histoires et de l'histoire de la Méditerranée, une ville antique et moderne qui n'a jamais fini de nous surprendre. Cette ville est aussi littéralement le pont entre l'Europe et l'Asie. L'histoire jaillit à chaque coin de rue, une histoire qui nous dit que nous sommes liés, nous les peuples méditerranéens, les uns aux autres, à travers cette histoire commune et comme le dit Paul Balta : « berceau de l'avenir ».

Istanbul, ville mosaïque des cultures et religions, qui contredit ce qui est souvent dépeint à propos des relations entre l'Orient et l'Occident, à savoir deux mondes différents qui ne se comprennent pas. Istanbul nous montre au contraire qu'il est possible de vivre ensemble, d'avoir une meilleure compréhension mutuelle et une chance de bâtir une meilleure histoire pour les générations à venir.

Nous allons tenir ici notre quatrième rencontre. La première rencontre de l'ACM qui eut lieu en juillet 2010 à Valence (Espagne) avait eu pour thème : « Dialogues méditerranéens : institutions et citoyenneté en Méditerranée ». Cette rencontre avait mis en évidence le besoin de favoriser l'émergence d'une « communauté méditerranéenne des peuples », ancrée dans un espace politique méditerranéen et dans une « citoyenneté méditerranéenne ».

La deuxième rencontre, qui s'est tenue à Tunis au mois de décembre 2011, était axée sur le thème : « Crises et changements en Méditerranée : la citoyenneté en mouvement ». Elle a démontré que les peuples de la Méditerranée sont en train d'écrire leurs destins à travers leurs aspirations à la liberté, la consolidation des revendications portées par les jeunes générations et le renforcement de la société civile.

La troisième rencontre qui s'est déroulée à Volos (Grèce) en octobre 2012, eut pour thème : « Les changements en Méditerranée, la dynamique des Cercles de citoyens et l'avenir de l'ACM ». Elle a permis aux membres du Conseil Consultatif et des Cercles locaux de citoyens venus de tous les pays de la Méditerranée d'établir un diagnostic des crises en cours en Méditerranée, d'évoquer l'avenir des Cercles de citoyens et de leurs projets, et de formuler des propositions d'actions communes.

Ces trois premières rencontres ont favorisé le développement du réseau citoyen de l'ACM et sa croissance dans un contexte socio-économique et politique extrêmement difficile mais qui a vu le réveil de la citoyenneté. L'apparition des révoltes citoyennes dans tous les pays du sud et l'est méditerranéen, ainsi que l'émergence de puissants mouvements d'indignation des citoyens dans le



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

sud de l'Europe, ont mis la citoyenneté au centre comme force de légitimation des nouvelles structures de pouvoir politique ; Institutions politiques qui ont l'obligation de renforcer les transitions démocratiques et le développement économique et social.

Pour sa quatrième rencontre, nous avons choisi de faire une réflexion collective sur les divers conflits en cours en Méditerranée, anciens et nouveaux. Cette Assemblée a donc pour thème : « Dialogues méditerranéens : citoyenneté et conflits ».

Le réveil de la citoyenneté traverse une situation très délicate aujourd'hui. Les conflits toujours non résolus entre Israël et Palestine, Chypre, peuple Sahraoui, la guerre en Syrie, la presque disparition de l'État en Libye, la déstabilisation croissante en Tunisie, le coup d'État militaire en Égypte, la crise économique et sociale dans les pays de l'Europe du sud, mettent en péril l'espoir citoyen qui cherche un monde meilleur. Tous les peuples et tous les citoyens de la Méditerranée se trouvent en situation de crise. L'avenir de la Méditerranée comme espace de paix et de progrès devient de plus en plus flou.

Dans ce cadre le besoin de renforcer les réseaux de réflexion et d'action citoyens qui constituent notre organisation devient de plus en plus nécessaire.

Pendant les 3 jours qui viennent, en séances plénières comme en agoras, nous aurons un large échange d'opinions sur la situation en Méditerranée et ses effets sur la Citoyenneté. Vont prendre part à cet échange des représentants d'entités et d'institutions publiques, des membres du Conseil Consultatif de l'ACM et des membres des cercles locaux constitués de l'ACM qui viennent d'Espagne, France, Italie, Grèce, Croatie, Monténégro, Albanie, Chypre, Turquie, Syrie, Liban, Égypte, Tunisie, Algérie, Maroc ; et d'autres en cours de construction : Israël, Palestine, Libye, Malte. Je remercie spécialement la présence d'un bon nombre de citoyens et citoyennes turques qui vont nous accompagner pendant ces journées et qui vont nous permettre de mieux connaître la réalité de ce grand pays. Je remercie aussi la présence d'une représentation du peuple sahraoui, et de citoyens et citoyennes de la Jordanie et de la Belgique. Nous avons aussi avec nous des citoyens qui ont été invité spécialement pour enrichir le dialogue des agoras.

Vous trouverez la liste des participants par agora dans le dossier qui vous a été remis à l'accueil. Nous vous serions très reconnaissants de bien vouloir respecter cette répartition qui contribue à un équilibre pas toujours facile à trouver et par ailleurs il y a aussi des contraintes logistiques à respecter. Nous avons fait en sorte que dans chaque agora, tous les pays soient représentés.

Finalement, dimanche, nous serons en mesure de faire un bilan global, une première synthèse globale de ce que cette Assemblée perçoit comme perspectives futures, car nous sommes sur un chemin d'incertitudes et de complexités et nous tentons de trouver, entre tous, les lumières pouvant éclairer ce chemin.

Je voudrais exprimer dès maintenant toute notre gratitude envers les autorités turques, en particulier la Municipalité d'Istanbul pour sa collaboration, au Cercle ACM d'Istanbul et de l'Université Gedik, à la Casa Arabe Espagne pour leurs appuis et à la Fondation Charles Léopold Mayer qui soutient depuis sa naissance l'ACM. J'exprime ici ma reconnaissance à l'Assemblée



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

Parlementaire de la Méditerranée, pour sa présence permanente dans nos rencontres et je vous annonce que nous allons signer un accord de collaboration entre nous à la clôture de notre rencontre dimanche prochain.

À la fin de cette séance d'ouverture, nous aurons le plaisir d'écouter le message d'un de nos membres illustres du Conseil Consultatif, le professeur Predrag Matvejevic qui n'a pas pu être parmi nous, hélas pour des raisons de santé. Le professeur Predrag Matvejevic est né à Mostar en Bosnie-Herzégovine en 1932, de mère croate et de père russe. Il a étudié la philologie romaine à Sarajevo, Zagreb et Paris. Il a écrit beaucoup de livres sur la Méditerranée, dont son célèbre *Bréviaire Méditerranéen*, traduit en 23 langues, tout récemment en turque et hébreu.

Pour finir, je voudrais vous lire les paroles de Georges Moustaki pour sa chanson *En Méditerranée*, qui pour moi illustre de manière poétique notre rencontre :

En Méditerranée :

*Dans ce bassin où jouent
Des enfants aux yeux noirs,
Il y a trois continents
Et des siècles d'histoire,
Des prophètes, des dieux,
Le Messie en personne.
Il y a un bel été
Qui ne craint pas l'automne,
En Méditerranée.
Il y a l'odeur du sang
Qui flotte sur ses rives
Et des pays meurtris
Comme autant de plaies vives,
Des îles barbelées,
Des murs qui emprisonnent.
Il y a un bel été
Qui ne craint pas l'automne,
En Méditerranée.
Il y a des oliviers
Qui meurent sous les bombes
Là où est apparue
La première colombe,
Des peuples oubliés
Que la guerre moissonne.
Il y a un bel été
Qui ne craint pas l'automne,
En Méditerranée.
Dans ce bassin, je jouais*



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

*Lorsque j'étais enfant.
J'avais les pieds dans l'eau.
Je respirais le vent.
Mes compagnons de jeux
Sont devenus des hommes,
Les frères de ceux-là
Que le monde abandonne,
En Méditerranée.
Le ciel est endeuillé,
Par-dessus l'Acropole
Et liberté ne se dit plus
En espagnol.
On peut toujours rêver,
D'Athènes et Barcelone.
Il reste un bel été
Qui ne craint pas l'automne,
En Méditerranée.*

Aylin Unver Noi, professeur de Relations Internationales, Gedik University, Cercle ACM d'Istanbul

Intervention en ligne : <http://www.youtube.com/watch?v=sEHArJQXs8A>

Distinguished Mediterranean Citizens Assembly members and esteemed participants, I would like to warmly welcome you all to the Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly held this year in Istanbul. The theme of this year meeting is "Mediterranean Dialogues: Citizenship and Conflicts".

As you all know that since 2010, citizens of both shores of the Mediterranean (Mare Nostrum) actively participated anti-governmental protests. These developments indicated that a new kind of citizens' awareness has emerged in the region. Citizens have become increasingly vital players in the societies of the Northern and Southern Mediterranean countries.

The economic crisis, which is considered to be the worst worldwide financial and economic crisis since the Great Depression of 1929, led to significant economic problems in the Northern Mediterranean countries and worsened the existing economic problems in the Southern Mediterranean countries. Austerity programs like those imposed upon the countries of Northern shore of the Mediterranean that are developed democracies are likely to lead to slowing growing rates which might not only lead to a change of parties in the next election or to protests against the president but also lead to lack of trust and increased disinterest of citizens in current institutionalized procedures of democracy.

Unemployment, socio-economic inequalities, poverty and exclusion affect the young generation whose autonomy, dignity, wellbeing and access to rights are rapidly eroding. Strict austerity measures, which have been applied across Europe, have negative effects on democratic processes



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

and social rights standards. Citizens of Northern Mediterranean countries mobilized against austerity and in support of social justice. The political establishment perceived as incapable of adequately representing the needs of the population. Citizens have voiced this perception in the Spanish Indignados camp movement (May 2011), Portuguese “Geração a Rasca” protests (March 2011), Italians Rome demonstrations (October 2011), and Greek rallies. These developments negatively affected the European Union since citizens questioned their European Union membership and its values.

Developments in the northern Mediterranean countries affected negatively the European Union’s “normative power” which is ability to spread its norms and values and its “soft power” which is ability to attract others to its point of view (Doc. 12498, 2012). The trust of their citizens in democratic institutions that is the basis of their legitimacy has been fading owing to the apparent failure of the northern Mediterranean countries’ social model - welfare state. The democratic model, which took shape and came to the fore in the 19th century Europe is being eroded and is perceived as outdated (Doc. 12279, 2010).

French Professor Guy Hermet claims that “democracy is spreading at the peripheries of the world, but exhausted in the center”, he explains the basic reason of the decline of political democracy with these words “our societies came to their material limits”. “Petrol of democracy are materials promises... the welfare state is now sitting on the sand, unable to finance any promises anymore”. “The hope, upon which democracy was based, has been destroyed” (Doc. 11623, 2008, 99). Furthermore, the correlation between economic development and democracy, which was made by American sociologist Ronald Inglehart, has been eroded today. The rise of BRICS can be given as an example to the erosion of the correlation between economic development and democracy. Democracy, which protects freedoms and citizens’ rights more than any other regime is in crisis today. It needs to be adapted to the new challenges it faces to satisfy the needs and demands of citizens.

When we look at the southern Mediterranean countries, all we have witnessed that the Arab Spring ignited when Mohammed Bouazizi set himself on fire to protest local authorities in Tunisia on December 17, 2010. His act epitomized the desperation among the youth in the region. Bouazizi symbolically lit the fire of revolution among Arabs who shared similar sense of frustration and powerlessness along with their demands for jobs, better living conditions, fundamental freedoms, human rights and democracy. Liberals supported the uprisings for democracy to win freedoms that were forbidden during the former ruling regimes. Leftists with anti-imperialist agendas supported the uprisings for toppling pro-Western rulers. Separatists supported the uprisings to realize their dream of autonomy. The Islamists, which were under pressure by the relatively secular pro-Western regimes in their countries, supported uprisings to attain equal rights in elections and to get a chance to govern their country according to Sharia law.

The new era emerged with the overthrow of previous regimes deepened the existing divisions – sectarian and ethnic even tribal- within the societies of Southern Mediterranean countries and changed the status quo in terms of relationship between countries and regional alliances in the Mediterranean. Efficiency of the existing policies and institutions established to develop cooperation



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

and partnership in the Mediterranean has been questioned. The need for redefining cooperation and development policies led to rethink Mediterranean public institutions their policies.

Moreover, new regional actors, which have established relationship with the countries of the region, joined the rivalry. The emergence of a new era, in which the increasing role of citizens is undeniable, showed that international power games among major powers United States, Russia and regional powers such as Turkey, Saudi Arabia are proving to be more and more influential in the Mediterranean since 2011. The Mediterranean is becoming a new center of gravity of international relations that has been Eurasia after the disintegration of the Soviet Union.

The Mediterranean basin, which connects three continents Asia, Africa and Europe, has a significant place in international relations. It still has a chance to be a basin of peace, stability and prosperity that its citizens deserve. I believe that this can be achieved through Mediterranean citizens who support democracy, freedoms, peace, respect for cultural diversity, inter-religion and intra-religion dialogue, mutual respect and tolerance.

I wish you all a wonderful meeting.

Thank you...

George Saliba, Représentant spécial du Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée (UPM)

Thanks for the invitation and I wish you success with the Assembly.

The Union for the Mediterranean was launched at Paris Summit in 2008 by 43 countries: 27 members of the EU and 16 countries of the MENA area. The Secretariat has been established in Barcelona and is fully operational since 2011.

Recent scenarios in the region:

Since 2008, the economic, political and social landscape of the region has completely changed. The Arab uprisings have transformed the political landscape, moving into armed conflict in some countries.

The economic crisis of southern European countries is also a burning issue. We can point out one common denominator and problem: unemployment. This major issue is raising concerns on both sides of the Mediterranean.

UfM six priority areas:

The UfM is working on six major issues:

- Water and Environment
- Transport and Urban Development
- Education and Research



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée, Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly, Istanbul, November 21-24, 2013.

- Business Development
- Energy
- Social and Civil Affairs

How does the UfM help? The projects have to be regional and have to be approved by a consensus of 43 member states. The adoption of consensus means that once projects are approved they have a strong backing. This also helps to engage countries in the region that might have bilateral problems or issues.

Projects can be both micro and macro. The role of the UfM is not to finance these projects, the UfM does not have funds for such purposes, but on the strength of a mandate of 43 countries, we approach governments and financial institutions, who have to consider the fact that we represent so many people.

We can say that the UfM is a catalyst for having these projects implemented. The UfM is a small but focused organization which in the last couple of years has gained significance and relevance.

Information on our work and the projects that are currently approved, as well as other information can be viewed on our website (www.ufm.org).

Andres Perelló, député du Parlement Européen, membre de l'Assemblée Parlementaire de l'UPM

L'idée de l'Union européenne résulte d'une préoccupation pour trouver la paix en Europe. Une paix qui, depuis l'époque romaine, était impossible dans l'ensemble du Continent. L'Europe a connu une histoire de luttes de pouvoirs et de guerres comme n'importe quel autre continent.

La Seconde Guerre mondiale a représenté, comme aucun autre conflit, la barbarie entre pays voisins et entre des peuples frères. C'est ainsi que des grands hommes de la pensée et de la politique ont décidé qu'il fallait ouvrir une nouvelle ère dans notre continent. Une nouvelle ère dominée par l'idée de la paix afin d'assurer la coexistence et la tolérance des peuples.

Une paix cimentée sur la compréhension des peuples et des citoyens. Tout ce qui est venu après le discours de Robert Schumann le 9 Mai 1950 est le résultat, parfois avec moins de succès que d'autres, de cette grande idée de paix. Et jusqu'à présent, ce rêve a été réalisé. La Paix règne en Europe depuis la plus longue période de notre Histoire.

Mais aujourd'hui ce continent de paix vit entouré par de nombreux conflits et des guerres, tous dans la région Méditerranéenne : la Syrie, l'Égypte, la Libye, l'éternel conflit israélo-palestinien, un peu plus loin le Sahel, ou le problème de la décolonisation inachevée du Sahara Occidental.

Ce fait est un grave problème si ce n'est pour d'autres circonstances qui aggravent encore plus la situation. La dégradation des institutions démocratiques en Europe, la détérioration de la cohabitation pacifique, l'émergence de l'extrême-droite qui gagne en force en utilisant le désespoir des citoyens généré par la crise économique et par le manque de solutions claires que devrait



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

apporter la politique, la xénophobie, l'islamophobie sont venus compliquer ce qui est déjà manifeste : la fin d'une ère, la fin d'une époque.

Une fin d'époque qui se manifeste crûment sans qu'une alternative, un modèle de coexistence, de développement et de politique alternative se développent à la même vitesse. Une alternative pour une nouvelle époque qui, tout en assurant la paix, puisse parvenir à un développement socialement et écologiquement durable.

S'il y a une zone qui soit particulièrement stratégique pour construire cet avenir, qui doit commencer à prendre forme maintenant, c'est la zone délimitée par la Méditerranée dans ses deux rives.

500 millions de personnes cohabitent dans l'Union européenne, mais ils sont 300 millions ceux qui habitent, se développent et doivent cohabiter en paix, un jour, sur les deux rives de la Méditerranée.

Au Parlement Européen, et en particulier au sein de l'Assemblée Parlementaire Euro-méditerranéenne, nous sommes tout à fait conscients de cela. C'est la raison pour laquelle, à la dernière réunion de la Commission Politique, nous avons adopté un rapport intitulé "Propositions pour construire une grande zone d'influence mondiale en Méditerranée."

La Politique, dans son mode actuel de fonctionnement et avec le discrédit qu'elle souffre, ne pourra pas faire face aux grands intérêts qui ne veulent voir rien changer et qui trouvent dans la crise un environnement propice.

Cependant, tous les changements possibles trouvent dans la politique et dans les institutions leur meilleur outil. Et c'est là où le rôle des citoyens et des mouvements sociaux entre en jeu.

Le rôle des citoyens dans ce contexte qui caractérise le début du XXI siècle, ne peut pas être passif. Il ne peut pas se limiter exclusivement à la protestation ou à la concentration permanente dans les lieux publics, redécouverts aujourd'hui comme des nouvelles agoras.

La légitimité que les citoyens regroupés accumulent et sans laquelle il n'y aurait pas de véritable démocratie est impossible de gouverner, doit être canalisée vers la recherche de nouvelles façons de coexistences pacifiques, inclusives et tolérantes.

L'Union européenne, et le monde en général, a besoin d'une restauration de ses valeurs. Une restauration de valeurs qui doit être promue par la citoyenneté et par les citoyens. Si la restauration ne vient pas des citoyens, elle ne sera pas possible.

C'est la raison pour laquelle, nous devons aussi exiger des partis politiques progressistes et de Gauche qu'ils récupèrent leurs principes de base. Nous devons élaborer des propositions nouvelles pour répondre à la réalité que nous vivons et qui soient en mesure de faire face aux élites financières qui dictent actuellement les règles économiques du Monde.

La pression des citoyens organisés doit pouvoir compenser la forte influence des pouvoirs économiques et transnationaux sur la politique.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

Dans cet immense défi qui suppose faire face à une nouvelle ère, avec des nouvelles façons de faire de la politique, avec des nouvelles relations du travail, des nouveaux rapports sociaux, des nouvelles relations économiques et des nouvelles relations internationales, l'Union européenne apparaît être un acteur essentiel.

Mais cela dépendra également des personnes qui dirigeront les institutions européennes afin que ces nouvelles façons de gérer nos sociétés bénéficient les intérêts de quelques-uns ou les intérêts de tous.

Des organisations citoyennes comme celle qui nous réunit aujourd'hui, ici à Istanbul, doivent être en mesure de devenir des acteurs d'influence sur les pouvoirs institutionnels et politiques de l'Union européenne et de la Méditerranée.

Une influence qui devrait être cruciale pour orienter les politiques qui doivent servir à surmonter cette étape qui s'achève et de jeter les bases d'une nouvelle époque radicalement différente. Les idées de la Paix, de la Coexistence, de la Solidarité internationale restent plus que jamais indispensables. Et nous ne pouvons pas déléguer leur réalisation à quelques représentants.

C'est le moment des citoyens. Les citoyens ont le défi de savoir comment gérer ce moment. Car de leurs décisions dépendra beaucoup l'avenir d'une grande partie ou de l'ensemble de l'Humanité.

Lhou Lmarbough, vice-président, Assemblée Parlementaire de la Méditerranée (APM)

Excellences,

Chers collègues,

Mesdames et Messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi d'être présent ici aujourd'hui, au nom de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM), à l'occasion de la quatrième réunion de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée (ACM), afin d'évoquer « le dialogue, la citoyenneté et les conflits en Méditerranée », problématiques qui sont au cœur des préoccupations de nos deux Assemblées.

En ma qualité de vice-président de l'APM, et de président de sa 2^{ème} Commission sur la coopération économique, sociale et environnementale, j'aimerais tout d'abord présenter l'APM brièvement à ceux qui n'ont pas encore eu l'occasion de coopérer avec nous.

L'APM est une organisation parlementaire régionale interétatique autonome, établie en 2005, dotée d'une personnalité et d'une capacité juridiques spécifiques à son mandat dédié à la promotion de la paix, de la stabilité et de la sécurité en Méditerranée.

Le principal objectif de l'APM est de consolider l'intégration politique, économique et sociale de ses États membres, à travers ses instruments de diplomatie parlementaire, et cela afin de faciliter l'émergence de solutions communes aux défis auxquels la région est confrontée, en vue de favoriser la paix et la prospérité pour tous les peuples méditerranéens.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

L'APM est aujourd'hui le « Centre d'Excellence » de la diplomatie parlementaire en Méditerranée. L'Assemblée représente les parlements nationaux de la région Méditerranéenne, du Portugal à la Mauritanie, en passant par Jérusalem. Ses travaux sont mis en œuvre à travers les activités de ses trois commissions permanentes, respectivement consacrées à la coopération politique et en matière de sécurité, aux questions économiques, sociales et environnementales ainsi qu'au dialogue interculturel et aux Droits de l'Homme. Les transformations en cours dans les pays arabes et la crise économique globale ont considérablement transformé la région. Les conséquences de ces phénomènes pour la sécurité, l'activité économique, les enjeux sociaux et le dialogue culturel ont été progressivement prises en compte par les commissions permanentes de l'APM, lesquelles sont en train de s'adapter à la nouvelle donne pour offrir des réponses pertinentes aux défis régionaux actuels et futurs.

Par ailleurs, notre Assemblée assure la dimension parlementaire du Forum pour le dialogue en Méditerranée occidentale, le « Dialogue 5+5 ». Il s'agit de l'un des forums de haut niveau auxquels l'APM est associée, dont le rôle est de plus en plus important en raison des difficultés rencontrées par l'Union pour la Méditerranée. Face à ce constat, les pays de Méditerranée occidentale ont récemment décidé de réactiver ce forum en y discutant davantage des questions économiques pour articuler leurs efforts s'agissant de la lutte contre le chômage et pour la création d'emplois.

En 2009, l'APM a obtenu le statut d'organisme observateur auprès de l'Assemblée générale des Nations unies. Cette année, l'APM est aussi devenue membre du « Groupe des amis » de l'Alliance des civilisations de l'ONU. Lors de la dernière réunion du Groupe des amis de l'Alliance au niveau ministériel, le 27 septembre dernier, au Siège de l'ONU, à New-York, la déclaration ministérielle adoptée a reconnu, conformément à une suggestion de l'APM, le rôle des parlements nationaux et leur contribution active aux politiques menées aux niveaux régional et international, notamment à travers le dialogue interparlementaire.

Le paysage politique méditerranéen dans lequel est née notre Assemblée en 2006 s'est profondément transformé. Le processus de transition démocratique initié dans le contexte du Printemps arabe demande une mobilisation totale de notre Assemblée pour permettre d'enraciner la Démocratie de façon durable et offrir des conditions de vie meilleures à nos citoyens.

Les pays du sud de la Méditerranée ont exprimé le souhait de renforcer leur coopération régionale tant pour assurer leur sécurité que pour développer leurs systèmes éducatifs et le dialogue interculturel, afin d'éloigner les risques de conflit. Une meilleure allocation des ressources pour atteindre nos objectifs au niveau régional peut être efficacement facilitée par le renforcement des partenariats public-privé. Le développement durable de la région est en effet la meilleure façon de réduire le radicalisme et d'autres menaces qui pèsent sur nos sociétés telles que les migrations clandestines, la criminalité organisée ou le terrorisme.

Les défis auxquels doit faire face la Méditerranée aujourd'hui, tels que, notamment, les conflits internes, l'instabilité politique et les problèmes socio-économiques nécessitent une mobilisation collective et concertée. Notre volonté commune, appuyée par des actions concrètes, doit permettre de restaurer la confiance mutuelle et de consolider la paix sur l'ensemble des théâtres de conflits



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

régionaux. Seuls le respect et la compréhension mutuelle, à travers un dialogue ouvert et constructif, peuvent mener à des résultats tangibles.

Si nous voulons construire un monde plus juste et plus équitable, nous devons commencer par en poser les fondements aux niveaux local, national et régional, à l'image de l'action mise en œuvre par l'APM.

Les trois commissions permanentes de l'Assemblée ont pour objectif de proposer des solutions concrètes aux principaux problèmes rencontrés par les peuples méditerranéens. Leurs travaux portent par exemple sur le dialogue entre les civilisations, les injustices sociales, telles que la pauvreté et les inégalités entre les genres, notamment dans le cadre professionnel, la régulation des flux migratoires ou l'accès au marché du travail. Cette année, la question de la prise en compte par les politiques publiques des personnes souffrant d'un handicap fait l'objet d'une attention particulière. Par ailleurs, d'un point de vue économique, le soutien aux petites et moyennes entreprises sera également au centre de nos préoccupations. Ainsi, l'APM fait en sorte de constamment sensibiliser ses États membres à des sujets prioritaires pour répondre aux aspirations des citoyens méditerranéens en s'adressant à toutes les composantes des sociétés de la région, de façon équitable, pour promouvoir la solidarité et le progrès social.

Comme je l'ai précédemment mentionné, la région méditerranéenne traverse actuellement une période caractérisée par des bouleversements sans précédent, marqués par des réformes démocratiques et l'instabilité politique. S'agissant de la situation dramatique dans laquelle se trouve la population civile en Syrie, nous, parlementaires et responsables politiques, mais également représentants de la société civile, avons le devoir d'assumer nos responsabilités, tant sur le plan politique qu'humanitaire. Notre coordination doit aussi permettre d'harmoniser les revendications de nos populations de façon constructive. Sa Sainteté le pape François a ainsi lui-même courageusement et clairement dénoncé le complexe militaro-industriel qui favorise, selon lui, des guerres pour des raisons commerciales, liées à la vente d'armes. Des responsables religieux de toutes les confessions se sont associés à cette prise de position du Pape. Il est ainsi urgent de redoubler nos efforts pour mettre en œuvre nos politiques visant à renforcer les dialogues interculturels et interreligieux pour promouvoir la paix, la stabilité, la solidarité et un développement socio-économique partagé en Méditerranée.

La Charte de l'APM et sa 3^{ème} Commission permanente sur le dialogue interculturel et les Droits de l'Homme complètent et prennent en compte les travaux des commissions de l'Assemblée dédiées aux questions politiques et économiques. Leur objectif est de mettre en valeur le facteur humain dans l'ensemble des programmes portés par l'APM. L'Assemblée dispose ainsi d'outils adaptés pour mieux comprendre les réalités culturelles qui composent la Civilisation méditerranéenne. L'APM est ainsi en mesure de promouvoir efficacement le respect de la dignité, des valeurs et principes universels sur lesquels se fonde sa Charte, pour contribuer au respect des Droits de l'Homme et des droits civils en Méditerranée. Les dialogues interculturels et interreligieux, l'égalité des genres et l'éducation sont à cet égard des priorités interconnectées pour l'APM.



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

Nous, parlementaires, nous représentons les peuples, à travers le cadre législatif que nous mettons en place pour faciliter les politiques publiques. Nous avons ainsi le devoir d'être les artisans du changement pour offrir de meilleures conditions de vie à nos concitoyens.

Les politiques fondées sur la recherche du progrès et sur la promotion des Droits de l'Homme, de l'éducation et de la formation professionnelle ainsi que sur l'accès au travail et l'équité doivent enfin porter leurs fruits pour répondre aux aspirations exprimées par les peuples méditerranéens aujourd'hui. Celles-ci doivent permettre de traiter tous les citoyens avec dignité en respectant leurs aspirations, leurs différences et leur autonomie, au-delà des différences relatives aux genres, aux capacités physiques, aux religions, aux langues et aux origines nationales et ethniques. Le renforcement de l'État de droit est une condition *sine qua non* pour assurer le respect de ces droits fondamentaux et leur application à l'ensemble des citoyens méditerranéens.

Par ailleurs, la diversité culturelle est une réalité constitutive du monde globalisé dans lequel nous vivons. Les derniers conflits survenus dans la région et l'instabilité politique qui en a résulté ont provoqué une intensification des flux migratoires en Méditerranée, lesquels sont malheureusement souvent des tragédies humaines. Nous avons été les témoins, il y a quelques semaines, de la perte de centaines de vies humaines en mer. Ces femmes et ces hommes ont tenté de traverser la Méditerranée à la recherche d'un avenir meilleur. Je voudrais souligner l'importance d'une action européenne à mettre en place de façon urgente et coordonnée, pour répondre à cette situation particulièrement préoccupante. Les États côtiers ne peuvent pas faire face à cette réalité sans la solidarité de l'ensemble des États de la région. À cet égard, la solidarité interétatique est aussi importante que celle envers les personnes en détresse. Nous devons aussi commencer à mieux prendre en compte l'impact de la globalisation sur nos sociétés et favoriser la mise en œuvre de politiques d'intégration dans le cadre de nos programmes de développement. Ainsi, le dialogue doit être le moteur de nos sociétés, et le facteur d'intégration des individus et des communautés qu'elles accueillent, quelles que soient leurs provenances.

La radicalisation de certains individus et groupes au sein de nos sociétés est le résultat de certains stéréotypes et de l'intolérance. Ce phénomène est une menace tangible qui pèse sur la sécurité et la stabilité de nos pays, et cela quelle que soit son intensité. Il est temps pour les décideurs politiques et pour nous, parlementaires, de favoriser et de mettre en œuvre des initiatives visant à promouvoir et à consolider les dialogues interculturels et interreligieux dans les sociétés méditerranéennes.

Je voudrais maintenant évoquer la question de l'éducation, une priorité absolue pour l'APM, qui concerne tous les segments des populations quels que soient leurs âges, leurs religions ou leurs nationalités. Nous avons l'obligation morale et professionnelle de soutenir, promouvoir et faciliter l'accès à l'éducation pour tous. L'éducation doit être un instrument clef de nos politiques publiques pour renforcer le dialogue, la tolérance, la solidarité, l'intégration sociale et les opportunités pour un meilleur futur dans une société ouverte et équitable.

Les parlementaires ont pour mandat et mission de légiférer et d'accompagner la mise en œuvre de politiques dédiées à la consolidation de la Paix, de la Sécurité, du bien-être social, de la Démocratie, ainsi que du respect des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales. La garantie des droits



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

politiques, économiques et sociaux, à tous les citoyens qu'ils représentent, doit en effet être le moteur de leurs actions.

La mise en place d'un Groupe d'étude spécial (GES) sur la liberté de religion et le dialogue interculturel reflète la mobilisation de l'Assemblée pour prendre une part active au « dialogue entre les civilisations ». Ce GES a préparé plusieurs rapports et résolutions, adoptés à l'unanimité par les parlementaires de l'APM.

Les sujets suivants ont été couverts:

- La liberté de religion et le dialogue interculturel,
- La valorisation du dialogue,
- Les dialogues interculturels et interreligieux dans les Balkans occidentaux comme vecteur de paix et de bon voisinage entre les peuples de la région.

Par ailleurs, la 3^{ème} Commission permanente de l'APM traite aussi de deux autres questions extrêmement importantes pour l'avenir de la région Méditerranéenne : l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. Depuis 2008, le Groupe d'étude spécial (GES) sur les questions du *genre* de l'APM a proposé quelques rapports et résolutions sur les sujets suivants :

1. Les femmes dans la vie politique en Méditerranée,
2. La réalisation de l'égalité des genres,
3. La violence domestique et l'éducation.

Dans le cadre des activités et initiatives mises en œuvre par l'APM cette année, une évaluation de la situation des femmes dans la région méditerranéenne, dans le contexte des transformations provoquées par le Printemps arabe, est en cours d'élaboration. Les femmes ont en effet joué un rôle fondamental, dans les pays concernés par le Printemps arabe, dans l'expression des revendications pour un respect accru des libertés, de la dignité, et des droits politiques et civils. Leur influence doit être évaluée et appréciée à sa juste valeur alors que le processus de transition démocratique se poursuit dans ces pays.

La vie démocratique ne saurait se passer de la voix des femmes, qui doivent avoir l'opportunité de mener leur vie de façon autonome. Selon l'ancien Secrétaire général de l'ONU, S.E. Kofi Annan, « l'égalité des genres n'est pas seulement un objectif mais une pré-condition pour réduire la pauvreté, promouvoir le développement durable et renforcer la bonne gouvernance démocratique. » Le dialogue apparaît ici encore comme un vecteur indispensable pour stimuler et renforcer la vie démocratique.

Je souhaiterais également saisir cette opportunité pour souligner l'étroite coopération établie entre notre Assemblée et la société civile méditerranéenne. L'APM soutient activement tous les efforts mobilisés pour associer davantage les citoyens méditerranéens au processus d'intégration régionale. Je voudrais donc proposer à l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée (ACM) de



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

collaborer avec l'APM sur des sujets cruciaux pour le bien-être des populations de la région. L'APM offre en effet une plateforme de coopération opérationnelle permettant d'associer tous les acteurs œuvrant pour un dialogue interculturel équilibré.

Nous devons adopter une approche cohérente permettant d'accorder une place suffisante à ces problématiques au sein de nos Assemblées afin de répondre aux aspirations de nos citoyens et aux défis régionaux par le dialogue et l'échange structuré.

Plus nous serons en mesure d'associer à nos efforts la société civile, le secteur académique, le monde universitaire et, bien sûr, les citoyens que nous représentons, plus nous aurons de chances d'obtenir des résultats satisfaisants.

Enfin, je voudrais vous remercier encore de votre invitation à cette réunion à Istanbul. Je suis très heureux d'y prendre part pour lancer la coopération renforcée entre nos Assemblées, qui sera formalisée par un Protocole d'Accord.

Un programme de coopération conjoint entre l'APM et l'ACM sera annoncé lors de la 8^{ème} session plénière de l'APM qui se tiendra à Marseille en janvier 2014.

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi d'ajouter en conclusion que l'APM, institution régionale clef, continuera à utiliser ses instruments de diplomatie parlementaire pour promouvoir et renforcer les dialogues interculturels et interreligieux entre les citoyens de l'espace méditerranéen.

Je vous remercie pour votre attention et cette occasion de partager avec vous notre engagement pour le dialogue en Méditerranée, et au-delà.

Je vous souhaite une bonne session de travail et d'échanges.

Message sur la Méditerranée de Predrag Matvejevic (Croatie), écrivain, membre du Conseil Consultatif de l'ACM

<http://www.youtube.com/watch?v=LMIGgH5RArk> : intervention de M. Matvejevic.

Je suis heureux de l'occasion qui m'a été donnée de pouvoir parler de la quatrième Assemblée des citoyens et des citoyennes de la Méditerranée.

Journaliste Silvija Luks

Predrag Matvejić est né à Mostar en Bosnie-Herzégovine en 1932, de mère croate et de père russe. Il a étudié la philologie romaine à Sarajevo, Zagreb et Paris. À la faculté de lettres à Zagreb il a dirigé la chaire de littérature française. Il a été professeur invité à la Sorbonne Nouvelle, à l'Université Catholique de Louvain, ainsi qu'au département des langues slaves à l'Université La Sapienza à Rome. Le professeur Matvejić réside à Zagreb, capitale de la Croatie, il est décoré par Légion d'Honneur française et plusieurs décorations croates. Le professeur Matvejić est porteur de nombreux doctorats *honoris causa* et l'auteur de nombreux livres qui ont comme sujet principal la Méditerranée. Parmi les titres les plus connus figurent : *Pour une poésie de l'événement* ;



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

Épistolaire de l'autre Europe ; Entre asile et exile ; Le Monde « ex » ; La Méditerranée et l'Europe ; Île Méditerranée ; L'autre Venise ; Notre pain et son Bréviaire Méditerranéen traduit en 23 langues, tout récemment en turc et en hébreu. Predrag Matvejić est directeur du Conseil de la Fondation « Laboratorio Mediterraneo » de Naples, vice-président international du « Pen Club » de Londres ; il a été membre du Groupe des Sages de la Commission Européenne à Bruxelles, membre fondateur de l'Associations Sarajevo de Paris et de Rome.

Prof. Dr. Predrag Matvejevic :

Je ferai mon exposé tout en regrettant que ma santé ne me permette pas en ce moment de faire des voyages, des déplacements, des périples, des navigations longues et je vous parle de Zagreb, capitale de la Croatie d'où je proviens, qui est devenue récemment membre de l'Union européenne et qui tâche de répondre aux exigences de cette haute fonction.

Au départ se pose la question, que Fernand Braudel a déjà formulée : qu'est-ce que la Méditerranée ? Il répond tout de suite : « Mille choses à la fois, non pas un paysage, mais d'innombrables paysages, non pas une mer mais une succession de mers, non pas une civilisation, mais des civilisations entassées les unes sur les autres ». Quelle belle réponse ! Il ajoute que la Méditerranée est un très vieux carrefour politique et géopolitique depuis des millénaires. Nous savons donc depuis longtemps que cette mer n'est pas une réalité en soi, ni une constante. L'ensemble Méditerranéen est composé de plusieurs sous-ensembles qui défient ou réfutent certaines idées unificatrices. Le problème qui se pose dans ce contexte est la manière de percevoir la Méditerranée. Parfois je crois en fait à une erreur, de percevoir la Méditerranée à partir seulement de son passé. Cela reste une habitude tenace, des historiens surtout. Cette patrie des mythes, qui est la Méditerranée, a souffert des mythologies qu'elle-même a engendrées ou que d'autres ont nourries. Cet espace riche d'histoire a été souvent victime de l'historicisme, de toute sorte d'historicismes. La tendance à confondre la représentation qu'ils ont de la réalité avec la réalité elle-même se perpétue hélas... L'image de la Méditerranée et la Méditerranée elle-même s'identifient rarement. Ici comme ailleurs il faut voir d'une part l'identité de l'être de la Méditerranée et l'identité du faire. L'identité de l'être, difficile à définir, qui éclipse ou repousse parfois une identité du faire, importante dans la Méditerranée, dans sa réalité, dans son histoire, dans son passé et dans son présent.

Journaliste Silvija Luks :

D'après vous pourrions-nous parler aujourd'hui d'une identité méditerranéenne ou bien des valeurs méditerranéennes ?

Prof. Dr. Predrag Matvejevic :

Certaines identités ont une valeur et d'autres choses identifiées n'ont pas la même valeur. En tout cas il faut être conscient qu'en employant le mot identité, nous ne voulons pas le remplacer par particularité, parce qu'il y a particularité et particularité. Percevoir la Méditerranée à partir de son identité dans le passé, de ses identités dans le passé, c'est une habitude qui reste hélas tant sur le littoral que dans l'arrière-pays. La tendance à confondre la représentation qu'ils ont de la réalité avec



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

la réalité elle-même, est classique. La représentation de la réalité peut varier d'une personne à l'autre. Pour procéder à un examen critique de ces faits, il faut se délester au préalable d'un poids encombrant relevant du passé et du présent. Il faut ajouter que la Méditerranée a affronté la modernité avec un peu de retard. La Méditerranée n'a pas connu la laïcité sur toutes ses rives, cela est aussi assez évident. La réalisation d'une connivence, j'emploie ce terme plutôt que celui de convivialité, c'est une chose à constater, à découvrir, à confirmer et j'ajouterais à cela que la décision concernant le statut de la Méditerranée sont prises ailleurs, en dehors de la Méditerranée et cela engendre souvent une frustration. Quoi qu'il en soit, les consciences méditerranéennes s'alarment et de temps en temps s'organisent comme ici, nous, en ce moment à Istanbul. Les exigences ont entraîné au cours des dernières décennies plusieurs plans, projets, programmes, réunions. Je me souviens moi-même d'avoir assisté à l'élaboration d'une charte à Marseille puis Barcelone. Sous la commission de Romano Prodi, j'étais en quelque sorte son assistant. Le Plan Bleu Sophia Antipolis qui projette l'avenir de la Méditerranée à l'horizon 2025, est encore loin d'être achevé. Les vieilles déclarations de Naples, Nice, Split, Palma de Majorque, entre autres, sont loin d'être accomplies. Il faut beaucoup d'énergie pour sortir la Méditerranée de sa stagnation et de ses crises. Ces efforts louables et généreux dans leurs intentions, stimulent souvent certaines commissions gouvernementales, ou institutions internationales, mais n'ont pas conduit aux résultats voulu. Nous avons voulu beaucoup plus. Les résultats sont restés plutôt modérés. La Méditerranée se présente d'une part comme un état de choses, elle n'arrive pas à devenir un véritable projet. Il s'agissait pourtant de faire de la Méditerranée un véritable projet, une réflexion, un rencontre de nos études et non pas seulement des plans.

Journaliste Silvija Luks :

Excusez-moi Monsieur le Professeur, à qui la faute ? Des politiciens, des États, des gouvernements ou des citoyens ?

Prof. Dr. Predrag Matvejevic :

La faute repose sur plusieurs facteurs : aux gouvernements, aux politiques, aux traditions, aux difficultés de résoudre certains problèmes, à la pauvreté. On peut dire pour résumer cette réponse que les deux rives de la Méditerranée ont beaucoup plus d'importance sur les cartes qu'emploient les stratèges, stratèges militaires et autres que sur les dépliants économiques, sur les cartes que déplient les économistes. C'est aussi une faute qu'on peut généraliser. Et puis il faut dire que des guerres historiques persistent à des carrefours, le Liban, la Bosnie n'a pas encore résolu sa situation, la Bosnie-Herzégovine, et ainsi de suite. Je voudrais employer ici une métaphore, une chose très dure, très cruelle, et très tragique. Je pense à ces exilés, ces immigrés qui viennent tous les jours, qui partent de la Méditerranée, qui viennent à Lampedusa. En Italie j'ai habité pendant 14 ans, et je crois bien connaître ce pays, où j'ai enseigné tant d'années. Le seul citoyen ne peut pas résoudre le problème. Le pouvoir peut faire beaucoup plus qu'il ne fait. Pas seulement le pouvoir italien, cela dépasse la force de l'Italie, mais aussi le pouvoir des pays de l'Union européenne et d'autre pays qui veulent donner leur apport à la solution de cette question.

Journaliste Silvija Luks :



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

Il y a en Turquie un problème similaire, avec ce qui se passe en Syrie depuis deux ans. Est-ce que la Turquie peut supporter cette masse de réfugiés ?

Prof. Dr. Predrag Matvejević :

C'est le problème de la Turquie, d'une certaine manière... mais c'est aussi le problème de la Palestine. Vous avez plusieurs endroits où ce problème se pose et je crois qu'en commençant à le résoudre, à le penser, notre prochaine assemblée pourrait se concentrer justement sur ce problème. Il faut partir non seulement d'une réflexion mais aussi d'une élaboration, et c'est avec l'élaboration qu'on peut aller plus loin. Savez-vous que pour franchir ce passage dangereux, cette navigation brève et dangereuse, cela coûte 5 ou 6 années de travail aux gens qui la tentent ? Alors, engager tous ses gains, tous ses salaires de 5 ou 6 ans pour courir à la catastrophe, c'est aussi le problème de l'humanité tout entière.

Journaliste Silvija Luks :

Un problème moral aussi ?

Prof. Dr. Predrag Matvejević :

Oui.

Journaliste Silvija Luks :

Nous, en tant qu'Assemblée des citoyens et des citoyennes de la Méditerranée, pourrions-nous faire quelque chose ?

Prof. Dr. Predrag Matvejević :

La chose la plus facile, mais la moins efficace, c'est d'envoyer quelques bateaux de nourriture qui peuvent suffire pour une semaine ou pour un mois. Il y a des questions de principe, il y a des questions plus profondes qu'on doit se poser. Nous sommes devant une problématique d'ordre moral très profond. On peut dire encore quelque chose sur nos mers voisines. La Mer Noire cherche la façon de se rapprocher de la Méditerranée. Bien qu'il y ait ce passage à travers le Bosphore, il s'agit de trouver d'autres liens plus intimes. La Toison d'or, la Colchide, la Tauride sont des mythes qui unissent ces deux mers. Là aussi il y aura de la discussion, du débat. Dans les crises que nous traversons, que traverse toute l'Europe, les pays balkaniques, les pays de l'ex-Yougoslavie, que traverse la Croatie, il y a des choses à faire. L'Adriatique est une mer qui a son passé, son histoire, ses difficultés et je crois que nous avons notre tâche, notre devoir de penser et d'inclure ces problèmes, qui sont les nôtres, dans la problématique de la Méditerranée. L'Adriatique, partie de la Méditerranée et certaines de nos villes, comme Dubrovnik, deviennent des capitales importantes.

Journaliste Silvija Luks :

Les sages ont dit qu'on peut ne pas avoir la paix autour de nous si nous n'avons pas la paix en-nous-mêmes. Comme vous êtes un des sages de cette Europe, de cette Méditerranée, que nous aimons tous, pour conclure votre exposé, pouvez-vous nous faire une définition, ou bien souligner la



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

différence entre deux mots : géopolitique et géo-poétique que vous proposez aux citoyens et aux citoyennes de la Méditerranée ?

Prof. Dr. Predrag Matvejević :

Vous savez, la géopolitique est liée aux projets politiques qui sont souvent très opposés les uns aux autres.

La géo-poétique se trouve surtout dans la question des valeurs que l'on veut transmettre ou véhiculer : peut-être au lieu de mer, on pourrait dire halo politique, politique maritime. Là, il y a aussi des problèmes. Il y a des problèmes pratiques, politiques : il y a les zones où on pouvait aller, où on ne pouvait pas aller, où on pouvait pêcher, où on ne pouvait pas pêcher etc. Les lois sont parfois, très sévères, très répressives, et donc il faut être très prudent. Quand on voit ce qu'on vous offre et ce que vous prenez on peut se tromper sur les mots : il y a une telle force autour de notre mer qu'il faut à tout prix éviter de compromettre. Elle est bien trop précieuse pour être laissée aux mains des politiques ou des législateurs.

3.2 Agora 1 : Diagnostic de la situation dans les pays méditerranéens de l'Europe du sud

Mattia Ciampicagli (Cercle ACM de Rome - Italie)

My intervention will deal with three main topics: political deadlock, social and economic crisis, migrations impact.

The collapse of Berlusconi's government in 2011 under the shadow of a Greek-style sovereign debt crisis, and the constitution of Letta's improbable coalition government created this spring after post-electoral deadlock, were similar crises. Their sole function was to hold at bay the commandeering of the Italian economy by the Troika (the European Commission, the European Central Bank and the International Monetary Fund) – which is now again being raised as a possibility.

Neither Mario Monti, the technocrat who served as prime minister from 2011 to 2013, nor Letta have been able to gather any significant support for their plans to adapt Italy to the EU's fiscal restrictions. How could they? Monti introduced balanced budgets into the Italian constitution, effectively neutering its provisions for social need's precedence over market imperatives. The Letta government, bringing his centre-left Partito Democratico (PD) into a doomed alliance with its historical nemesis, Berlusconi, resolved a crisis of governability by intensifying a crisis of legitimacy.

At the time, the victor appeared to be Beppe Grillo and his Five Star Movement. But his refusal to form alliances, while an initial asset in an understandably anti-political climate, appears to have diminishing returns. His irrepressible rants against the establishment often blur into the general climate of political disgust, while his periodic browbeating of Five Star MPs reminds voters of Berlusconi. His stance on alliances is both his strong point and his ultimate weakness, and it would be a surprise to see a repeat of his unexpected surge of 2013, though the rudderlessness of other parties might still play into his hands.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

So Italy's future centers around one man willing to overturn the political system to save his hide; a government agenda with little legitimacy and even less popular support; and mounting disgust which fails to find political expression.

Evidently, this crisis, whatever its short-term outcome, is but an inflection of a much deeper and more complex one, a crisis of political representation with roots in a declining economy. Antonio Gramsci described this phenomenon quite aptly in his prison notebooks: "The old is dying and the new cannot be born; in this interregnum a great variety of morbid symptoms appear."

Social crisis after the austerity program

Italy's economy has suffered some sharp falls in output since the recession began in the summer of 2011.

Some mainstream analyst underline that there are qualitative signals of an economic improvement Italian business surveys indicate that the contraction of industrial activity has come to a halt, but the dispersion of opinions is broad and the outlook remains uncertain. The improvement of the external account is proceeding, thanks in part to the continuing moderate growth of exports. The number of real-estate transactions has stabilized, but house prices are still declining, albeit at a slower pace. The liquidity of the Italian government securities market has improved and yields have declined. Non-residents have continued to make net purchases. The fiscal adjustment must be implemented in order to curb risk premiums on Italian government paper and ensure credit conditions that can foster the economic recovery.

Unfortunately, according to a study commissioned by the European Union "Italy is among the countries with the highest level of income inequality, second only to the UK in the EU, and well above the OECD average", as reported by the most important Italian financial newspaper, Sole 24 ore.

Italy belongs to the Mediterranean countries group, where inequality is rising fast. Italian marginal income ratios rose from 0.27 in the late 1970s to the current level of 0.34. What is worse, wealth is concentrated elder demographic layers and social mobility is falling. According to the authors, the casualization of the labour market has offset the positive effects of a wider access to high education. As the study says: "Young workers are more educated but have fewer guarantees, and thus unable to pile up wealth that in turn can lead to property and capital related income". After all youth unemployment in recession-hit Italy crossed the 40% mark for the first time in August, when 40.1% of 15-to-24-year-olds on the job market were out of work, national statistics agency Istat said in the last weeks.

While the general rate of unemployment reached 12% of active population.



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

Migrations: through a common policy in Europe

The last tragedy in Lampedusa has moved public opinion in Italy. This was one of the largest immigration disasters in recent memory. Since 1988, at least 20,000 people have died at sea, according to the International Organisation for Migration. Finding ways to avoid further tragedies like that off the coast of Lampedusa is a challenge not only for Italy but for the whole EU.

Europe has spent hundreds of millions of euros over the years on protecting its borders, though the Frontex Agency and its police (8.525.782 euros to repatriate 2.038 people, source Frontex Report 2011).

The member states found it easy to reach agreement on this point; but when it comes to implementing the conventions on refugees, the often neglected duty to help at sea, and the rules on immigration, nothing or nearly nothing has been spent. Each state does what it sees fit.

The European heads of state and government also established a task force for migration assistance in the Mediterranean. The task force should be set to report to EU leaders at the December summit, scheduled for 19-20 December, and will embark on a more comprehensive review of the EU's asylum and migration rules next year.

We need more political support and resources, and more cooperation with third countries (both of origin and transit). These are among the issues to highlight in the next future debate.

Axel Frick (Cercle ACM de Marseille - France)

Faire un diagnostic de la France en 2013 nécessite de choisir une perspective : nous sommes conscients qu'elle sera forcément réductrice mais tenterons d'honorer la pensée complexe chère à Edgar Morin. Nous choisissons donc une perspective citoyenne, à la fois pragmatique et optimiste, géographiquement située depuis la ville de Marseille, cette année « capitale européenne de la Culture ». Une ville à la fois ouverte et vivante, sous tension entre pauvretés et richesses, partagée entre cultures du Nord et cultures du Sud, mais fière de son appartenance à cet espace si singulier de la Méditerranée.

Comment va la France en 2013 ? Y-a-t-il des conflits et d'où viennent-ils ?

Les médias, toutes tendances confondues, s'accordent à l'unisson et dressent un constat sans nuance : la France va mal ! Elle est malade ! De ses impôts, de son immobilisme, de ses extrémismes, de son incapacité à vivre la Mondialisation, à réformer son système social généreux, ou encore à se doter d'hommes politiques compétents. La France, nous dit-on, est sur le déclin, incapable de survivre à la crise (cf. article du 28 août 2013 paru dans le *New York Time* et repris par *Courrier International*).

En ce moment en France, pour garder le moral de bon matin, il est donc fortement recommandé de laisser son poste de radio éteint pour accueillir différemment les bruits du monde...



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

La France est-elle réellement une société malade ?

Il est incontestable que les indicateurs sociaux et économiques principaux ne sont pas bons : une quasi-stagnation économique (+ 0,1%)¹ et un chômage très important (10,9%)² en particulier chez les jeunes. Presque tous les jours des fermetures d'entreprises sont annoncées et l'indicateur synthétique de confiance des ménages s'en ressent, 85 contre 100 en moyenne entre 1987 et 2012. Consécutivement, la cote de popularité de nos gouvernants est la plus faible jamais enregistrée (autour de 25 % à cette heure), qui se retrouvent désespérés à l'idée de calmer les angoisses collectives. Dans ce contexte, les réformes entreprises pour viabiliser les systèmes sociaux provoquent de toutes parts des levers de boucliers, alors même qu'elles apparaissent nécessaires. Boucs-émissaires faciles de tous les maux de la société française, les personnes d'origines étrangères et les migrants sont violemment stigmatisés et rejetés.

Trouvons tout de même matière à respirer un peu. Une vision plus large et plus complexe dans l'espace et dans le temps offre heureusement d'autres perspectives plus réjouissantes...

Les indicateurs de développement durable³ de la France ne sont toujours pas communiqués clairement et régulièrement dans notre pays. Or, ils nous donnent une vision plus complète de ce que nous considérons comme des richesses et sont plutôt encourageants.

Sur le plan environnemental, beaucoup d'efforts restent à faire mais quelques améliorations sont notables :

- L'empreinte carbone de la demande finale intérieure de la France est de 9 tonnes/personne/an. En baisse de 0,5 depuis 1990, elle est inférieure à celle de l'Allemagne (12,3) et des USA (19).
- Les surfaces d'espaces naturels protégés ont progressé de 27 % entre 1998 et 2012.
- La surface utilisée en agriculture biologique est passée de 0,5 % en 1995 à 3,6 % en 2011.
- Le tri des déchets a augmenté de 69 à 75 kg / habitant entre 2007 et 2009.

Au niveau social et économique, le revenu national net réel par habitant a cru de 0,3 % par an entre 2000 et 2011. Si le taux de pauvreté monétaire reste élevé à 14 % en 2010 il est inférieur à la moyenne européenne de 16,4 %. La distribution des niveaux de vie en France qui donne une image globale des inégalités monétaires est plutôt stable depuis 1995, et plus resserré que dans les autres pays de l'Union européenne.

Le taux de fécondité de 2,01 contre 1,59 en Europe, témoigne lui d'une certaine foi dans l'avenir. Il garantit des conditions de renouvellement de la population de même que des ressorts du dynamisme de la société de demain.

Quant au capital humain nécessaire à une société de la connaissance en France :

- La sortie précoce du système scolaire est en légère baisse depuis 2005 : 12 % des 18-24 ans en 2011 (la moyenne européenne est de 13,5 %).
- 43 % des 25-34 ans sont sortis diplômés de l'enseignement supérieur en 2012.

¹ acquis de croissance à mi-année 2013.

² de la population active au second trimestre 2013

³ Les données proviennent du commissariat général au développement durable en France déclare en 2012 avoir une idée précise de ce que signifie l'expression « développement durable » alors qu'ils n'étaient que 33% en 2004



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

Enfin en termes de gouvernance :

- La participation des femmes aux instances de gouvernance progresse depuis 2000 même si la France reste très en retard par rapport aux pays les plus avancés (17^{ème} rang d'après le PNUD).
- L'abstention aux élections s'accroît d'un scrutin à un autre depuis les années 70, en particulier chez les jeunes et les chômeurs. Toutefois, la participation aux dernières élections présidentielles a été très importante.
- Les Français s'impliquent dans le mouvement associatif et un tiers des plus de 16 ans était membre d'au moins une association en 2010.

Ces données ne sont pas exhaustives et ne font pas abstraction des difficultés que notre société rencontre mais elles répondent à une nécessité : celle de contrebalancer les puissantes visions réductionnistes et dominantes à l'œuvre aujourd'hui.

Car afin de résoudre les difficultés auxquelles nous faisons face en France et en Méditerranée, il nous semble essentiel de réinterpréter sans cesse les façons de nous représenter les réalités dans lesquelles nous évoluons. Et cela implique notamment de réhabiliter les richesses que représentent les différences.

Faisons ainsi un peu écho aux propos d'Edgar Morin dans sa préface au livre de Baltasar Porcel, *Méditerranée, Tumultes de la houle* : « Et voilà le paradoxe que ne peut comprendre, ni la pensée qui ne voit que l'unité et occulte la diversité, ni la pensée qui ne voit qu'un catalogue de diversités sans percevoir l'unité. Pour concevoir la Méditerranée il faut concevoir à la fois l'unité, la diversité et les conflictualités. »⁴

C'est à ce travail constant de la pensée ouverte et accueillante pour ne pas risquer de la refermer sur elle-même que nous voulons contribuer. Il implique la mise en œuvre tangible d'actions collectives intégrant les interdépendances entre les individus et leur société, entre les sociétés et notre planète commune. La citoyenneté peut ainsi s'affirmer par le développement de nouveaux modèles qui émergent sur nos territoires fondés sur des principes de coopérations, d'économie solidaire et symbiotique.

Notre tout jeune Cercle de Marseille a de nombreux exemples concrets à partager, notamment sur les questions de développement et d'intelligence territoriale, d'économie et de tourisme solidaire.

Aussi, sommes-nous ravis de participer avec vous à cette belle dynamique d'espace méditerranéen citoyen.

Rédacteurs / Contributeurs du Cercle de Marseille (novembre 2013) : Axel Frick, Christophe Gargot, Virginie Vaicbourdt, Christophe Grigri, Claude Brand, Sonia Briki, Madeleine Lavastre, Marie-Pierre Cauvin

⁴ PORCEL, Baltasar, *Méditerranée - tumultes de la houle*, Babel, Actes Sud, 1998



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

Manuel Rodriguez (Cercle ACM de Valence - Espagne)

« Ni la vie d'un individu, ni l'histoire d'une société peut se comprendre sans comprendre ces deux choses » C. Wright Mills

Socio-économiquement, les politiques de découpages et d'austérité que le gouvernement du Partido Popular ont imposé à la société espagnole ces deux dernières années a traduit un accroissement de l'inégalité sociale et un appauvrissement progressif de la société espagnole. Ces politiques régressives sont en train de développer le chômage, réduire les recettes et les économies, et sont en train d'agrandir la pauvreté et les besoins non couverts des familles.

Le Baromètre Social Espagnol et le VIII^e rapport de l'Observatoire de la Réalité Sociale de l'équipe des Études de Cáritas Española, ont quantifié cette fracture sociale. Ainsi, entre 2008 et 2012, on a détruit chaque année 615.000 emplois, dont la plupart se concentrent dans les années 2009 (1,9 millions) et 2012 (0,8 millions). Il s'agit du problème social le plus ressenti par la population espagnole selon des sondages mensuels du Centre des Recherches Sociologiques. On constate aussi le développement des chômeurs de longue durée : plus d'un an 58%, près de 3,5 millions; et plus de deux ans 35%, près de 2 millions !

L'appauvrissement des familles espagnoles se reflète dans la chute de la rente disponible des familles. De 2009 à 2012 est arrivé au 12,7% et le niveau d'endettement a diminué (-11,9%). Tout ensemble, la perte de travaux, la réduction des recettes, l'épuisement des aides sociales ont rendu impossible le soutien du niveau des économies des familles espagnoles. La pauvreté sévère – c'est-à-dire, vivre avec moins de 307 euros par mois – touche 3 millions de personnes en 2013, le double qu'en 2008.

On assiste à une intensification de l'appauvrissement et de l'exclusion sociale en Espagne. L'inégalité en Espagne est la plus élevée d'Europe : 20% de la population la plus riche concentre 7,5 fois plus de richesses que les 20% les plus pauvres. Les données du rapport sur la Richesse Globale du Research Institute de la Banque de Crédit Suisse complétaient l'information antérieure : pendant les deux dernières années, plus de cent personnes ont adhéré au club des titulaires de patrimoines supérieurs aux 100 millions de dollars. En résumé, l'histoire politique a montré que le développement de l'inégalité est un indicateur anticipant l'émergence de potentiels conflits économiques, sociaux et politiques.

Le scénario politique se caractérise par une « grande régression », - comme l'appelle le sociologue catalan Josep Ramoneda –, un « totalitarisme démocratique » impulsé depuis le gouvernement de l'État, qu'à certains instants nous rappelle des formes pré-démocratiques. Ce « totalitarisme » concentre le pouvoir d'une façon élitiste et il effectue une action législative dirigée à renforcer les privilèges des élites économiques et des secteurs et lobbies idéologiquement plus conservateurs. D'autre part, les cas continus de corruption de membres de la Maison royale, politiciens, banquiers, entrepreneurs et sa diffusion médiatique aux citoyens entachent les institutions politiques traditionnelles. La politique traditionnelle, soumise aux dictats de l'économie financière, du « Marché », comme un nouveau pouvoir qui se place sur les décisions des citoyens, est en train de perdre sa reconnaissance sociale. La méfiance envers la classe politique s'oppose à la haute estime



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

des mouvements sociaux des citoyens : le 15 M ou la Plate-forme d'Affectés par l'Hypothèque méritent une confiance plus grande que celle que le Gouvernement ou l'Opposition ne possède.

En dernier lieu, les initiatives, mobilisations et les réponses politiques et sociales qui cherchent à transformer le scénario antérieur sont de plus en plus présentes. Toutes ces initiatives, avec leurs différences, partagent une même conviction idéologique : la démocratisation de la Démocratie est un outil politique privilégié pour transformer d'une façon progressiste notre réalité sociale.

Dogukan Muezzinler (Cercle ACM de Chypre)

The island of Cyprus has a peculiar position in the Mediterranean region. Its history resembles the post-colonial histories of the Middle Eastern countries, rather than of Europe. Only three years after being granted independence by Great Britain, the constitutional order within the young Republic of Cyprus broke down in 1963 due to reasons that are a mixture of domestic and external factors. The two main communities on the island, Turkish Cypriots and Greek Cypriots, resorted to armed conflict. The bloody inter-communal strife continued up until the Turkish military intervention of 1974. The intervention divided the island into two sectors – a division which was to be temporary until constitutional disagreements between the two communities are resolved through a UN-sponsored negotiation process. The invasion created an artificial separation of the two communities, as Turkish Cypriots were made to migrate to the area under the control of the Turkish army in 1977. Despite of the multiple attempts by various international actors from late 1960s until today, the island remains divided. Republic of Cyprus continued to exist in the southern part under the control of Greek Cypriots as the sole legitimate government on the island while a separate, supposedly-independent republic was declared in the northern part, under the name “Turkish Republic of Northern Cyprus - TRNC”. The declaration of the TRNC was condemned by the UN Security Council in 1983 and it is not recognized by any country in the world. Therefore, Turkish Cypriots have been living under relative isolation from the rest of the world under this unrecognized state. The truth is, however, that the “TRNC” is almost completely dependent on the Republic of Turkey and far from being independent. It would not be a stretch to argue that the TRNC would be unable to maintain its existence without the financial, military and logistical support of Turkey.

The main parameters of the solution have been debated for many years. The solution is generally expected to be a reunification of the island under a federal state, where the two communities would share a single citizenship and international identity while being able to regulate a number of issues autonomously.

As Turkish Cypriots, we have been living under conditions of economic stagnation, isolation and political uncertainty. The majority of the local Turkish Cypriot population is strongly in favor of a federal solution where they will not be dominated neither by the Greek Cypriots nor controlled by and depended on Turkey, like a foster child. In order for reunification to take place, it is necessary for all parties, namely Greece, The UK, the European Union and of course Turkey, to genuinely support the talks and abandon geopolitical games they have been playing for the past 40 years.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

Today, the most important issue concerning Turkish Cypriots is arguably the issue of demographic change. Unfortunately, it has been the policy of all Turkish governments ever since 1974 to populate the northern Cyprus with settlers from Turkey to enhance her control over the island, which has changed the demographic structure significantly and irreversibly. Local Turkish Cypriot population is disappearing due to massive population movement from Turkey to north Cyprus which is a policy that aims direct Turkish control of the northern part of Cyprus; in other words the total elimination of the political will and cultural characteristics of the locals. The official number for the current population of northern Cyprus is around 300,000 even though the real number is believed to be around 400,000. It is also estimated that roughly 70,000 Turkish Cypriots have left the northern part of Cyprus and moved to the UK, Australia, the US and other parts of the world from 1974 until now. Today, roughly 55% of the population is Turkish nationals that relocated to the island in the last 15-20 years. Legal arrangements were made to grant voting rights to these people which diluted the political will of the Turkish Cypriots.

In addition to this serious demographic threat, there are other problems emanating from living under an unrecognized and illegal state. Turkish Cypriots are not able to have direct trade relations with the rest of the world which creates a tremendous challenge to economic development which, in turn, exacerbates the immigration of Turkish Cypriots to other countries to seek better living conditions.

There are no direct flights or commercial maritime connections. Furthermore, Turkish Cypriots are completely excluded from all international sports and cultural events and organizations.

The official position of the current government of Turkey is to find a federal solution for the Cyprus problem. The governments before the Justice and Development Party (Adalet ve Kalkınma Partisi) advocated a secessionist solution and the recognition of the "Turkish Republic of Northern Cyprus" as a separate state by the world. The Justice and Development party followed a policy more harmonious with the UN parameters and supported the UN reunification plan known as "The Kofi Annan Plan" in 2004. The solution plan was put on the referendum on both sides of Cyprus but it did not come into force due to Greek Cypriot community's "no" vote.

Currently, a new round of negotiations is expected to start between the two sides for the first time since the failure of the Annan Plan in 2004. Many observers believe that this new initiative will be the last one of its kind and new scenarios, such as the "Taiwanization" of northern Cyprus will come to the table in case of a failure. Therefore, it is up to all of Cypriots, Turkish and Greek, to put all of our effort to achieve the reunification of the island. The continued constructive support of Greek and Turkish governments is vital in the process. It is necessary, especially for the Turkish side, to abandon all secessionist and divisive plans for the future of the island. It is also important to show respect and ensure the protection of the native population of the island.

The importance of achieving the reunification of Cyprus extends beyond its crystal-blue Mediterranean shores. Its advantageous geographic location in the Eastern Mediterranean carries an immense potential not only for the regional economy but also for the stability in the neighboring countries in the Fertile Crescent. I would like to bring to your attention the very recent discovery of vast natural gas and petrol deposits in the territorial waters of the island. It is estimated that the



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

deposits are so rich they can supply entire European continent with natural gas for decades. In order for the islanders, as well as the neighboring countries in the region, to be able to exploit and profit from these natural resources in a mutually-beneficial and harmonious type of arrangement, the Cyprus problem must be solved.

Due to its multilingual, multicultural as well as multi-faith character, a stable, reunified, functional state in Cyprus can become a working model for the resolution of similar conflicts in the region.

Orestis Tringides (Cercle ACM de Chypre)

Dear friends,

I will try to provide you with a picture of the current status regarding the situation in Cyprus, in connection with the "Cyprus Problem", from a Greek Cypriot perspective. I will try to highlight some of the main trends regarding the current efforts for a comprehensive settlement to the Cyprus Problem, the role of the international stakeholders, the road ahead and possible outcomes and some related retrospective background. Of course, this short speech will not touch all aspects of the Cyprus Problem and will not be too analytical, but rather present some points that I consider to be of catalytic importance - as these lines are written.

I will speak from a Greek Cypriot perspective - at least one of the Greek Cypriot perspectives in regards to the Cyprus problem, as views and opinions in the southern part of the dividing line vary greatly. My Turkish Cypriot colleague's intervention will build up a more complete picture.

In the Greek Cypriot community there are two main trends in politics concerning with the solution of the Cyprus problem: one is the "Politics of compromise and Realpolitik" and the other is the "Patriotic / Hardliner". Of course, I have to say that the above-mentioned trends are just labels given from the perspective of the speaker; another one could respectively call them differently: the first approach as "The Politics of submission and treason" and the other as "Politics of national salvation and dignity". This is just an indication of how opinions vary in the Greek Cypriot community and the kind of phraseology we hear.

In any way, the first approach favors a compromise settlement with the Turkish Cypriot community and allowing a partnership in a new federated Cyprus with a degree of autonomy on the two constituent federal states. The latter favors more of a transformation / continuation of the existing Republic of Cyprus with a strong central government.

In the months that will follow, (hopefully) the new round of solution negotiations will reach a rather mature level and it is possible that concrete decisions will be surfaced, along with strong argumentation. The Greek Cypriots, this time, should be able to obtain a clear understanding regarding the consequences in the case an agreement for a solution is not reached, or if a solution is found and the Greek Cypriots reject it.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

The political culture in the Greek Cypriot community that governs the Cyprus Problem has been and still is problematic. Unfortunately, for many of the political leaders, their political survival is more important for them and when the time to take bold decisions come, they favor the “easy way out of this”, instead of taking the necessary realistic strategic decisions. In fact, there are politicians that have built their whole political “raison d'être” on the existence of the Cyprus problem – where half-jokingly we could say that if one day suddenly the Cyprus problem was solved, a lot of politicians would be left without a job!

Diachronically, the objective of the negotiations has been “nothing is agreed and done until everything is agreed first”. Current and past negotiation rounds that have been conducted under the Aegis of the UN are susceptible to partisan politics and populism outside the negotiation room and leaders participating as negotiators many times are influenced by those externalities. Likewise, leaders in the negotiations depend on the degree of political support they receive from outside of the negotiations. Usually, when a leader faces opposition and an adverse public opinion for subjects other than the negotiations (e.g. the economy, other scandals etc.) this also diminishes the political support they receive for the negotiation efforts, as well as their will/ability to bind to an agreement.

This leads to another problem in the negotiations process, the one of backtracking on issues that have been agreed in the negotiations, but later on either side retracts on the agreements. For example, when Greek Cypriot and Turkish Cypriot leaders (that also lead each side in the negotiations) agree on an issue, when elections come and a new leader is elected, sometimes they backtrack on previously agreed points by the previous leader. This creates mistrust and inefficiency in the high-level talks.

The current backtracking was initiated by the Greek Cypriot Leader, Nicos Anastasiades and we deem it as dangerous to the talks and has lead the Turkish Cypriot side to backtrack on the issue of sovereignty – a thorny chapter that was rather difficult to agree upon.

However, despite the previously described bleak picture that does not leave much room for an open dialogue in a society, the encouraging fact lie in the opinion polls, where there is a tendency in the Greek Cypriot community starting to reverse their negativity towards a prospective solution based on a bizonal bicomunal federated state. The solution of a bizonal bicomunal federation, although a framework for a solution agreed by both Greek Cypriot and Turkish Cypriot leaders since 1970's, only recently the Greek Cypriot public have started to grasp what it is, so far influenced only under the slogans of “everything back to us”, referring at a unitary state solution.

Nicos Anastasiades, the current president of the Republic of Cyprus has been a strong supporter of the “yes” vote of the 2004 UN-sponsored referendum and he is considered by the international community as the leader that will cooperate and push for a settlement of the Cyprus problem. Given the current very bad state of the economy in the southern part of the island, where president Anastasiades and his government have taken blows, succeeding in a solution for the Cyprus Problem is a matter of his own political survival – in fact it is the only way for him. He is between and rock and a hard place and he is expected that will do whatever necessary to succeed and follow any tactics to reach this aim - risking, however, in becoming a victim by his own statements.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

In its recent history since the independence of Cyprus 1960, the Greek Cypriot society and political life has been gravely affected by the right-wing / left-wing strife. Now though, the two main parties in the Republic of Cyprus, from the left and right-wing, are in alignment with the principles of a solution. If they cooperate together, setting aside their differences, they can prevail over the voices that do not wish a solution, or have unrealistic scenarios in their minds.

Additionally, the powers in the Greek Cypriot community that supported “No” in the 2004 Referendum, are now financially weakened and in debt, because of the deep financial crisis in the southern part of Cyprus. The same applies to the Church of Cyprus, a wealthy and influential institution that intervenes at political and state matters and being a staunch “hardliner”, has also been affected by the crisis and has recently started to ease its stance.

Regarding the mainstream media (especially television), many times they cultivate populism to the public without vision and proposals, portraying personal agendas of political agents rather than a vision and constructive discussion. The mainstream media is a factor that greatly influence the public opinion and unfortunately are politically biased. However, alternative media are being developed and increase in Cyprus.

One must take into consideration the degree of influence the Civil Society can have in the negotiations efforts. Civil Society Organizations do not have a direct say and influence in the negotiations – instead, partisan and high level politics prevail exclusively in the UN-lead negotiations process. Civil Society analysts receive information either when they are announced decisions, or when something is leaked, or they speculate, as they are not included in the consultations for the high-level talks, neither they have access to full information. Simply put, the negotiations are exclusively conducted at a high-level and leave no room for peace and reconciliation efforts lead by the Civil Society.

We must also emphasize the absence of women in the negotiation efforts, despite the fact that there is a UN Security Council Resolution (1325) calling for the inclusion of women in the peace process and considering the issue of gender in conflict.

What happens in case of failure?

What happens if an agreement for a solution is not reach in this round? What happens if a proposed solution results from the negotiations but it rejected by the Greek Cypriots? Everyone in the southern part of Cyprus should have a clear idea of what the consequences will be in case of failure. Turkey and the Turkish Cypriot side will seriously pursue a so-called “Plan B”, where will aim for more international recognition of the “Turkish Republic of Northern Cyprus” (the self-proclaimed state in the northern part of Cyprus recognized only by Turkey) and focusing less on direct approaches to reach for a settlement with the Greek Cypriot side. It should be obviously expected that the natural reserves exploitation factor in the eastern Mediterranean Sea will be used as a leverage.

Regarding the Greek Cypriots and the Republic of Cyprus, the situation with the economy has reached an extreme point where in case a solution agreement to the Cyprus Problem is not reached, then this will be the ultimate blow for its economy.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

In case of a failure, the continuation of the status quo of a de facto divided Cyprus is not an option as it was in 2004 (with the rejection of Annan plan by the Greek Cypriot community) – it will be a disaster for Cyprus. The failure could even have extreme repercussions in deepening the division of the island (even making partition permanent), it will put serious hurdles to the exploitation of the marine natural resources, it will expand the time horizon of the financial recession and bring poverty.

The pro-solution Greek Cypriots understand that the Turkish Cypriots connect the solution of the Cyprus problem as their own survival as a community, whereas with a failure they face complete assimilation (cultural and political) to Turkish mainland, as settling the northern part of the island with people from Turkey continues (along with the deepening economic and political control of Ankara).

The European Union has also demonstrated its discontent, unwillingness and inability to having to keep dealing with the Cyprus problem. This is however an extreme scenario and whatever support and assistance from the EU towards a settlement is very important, because in case of failure, Euroscepticism will further grow in the Greek Cypriot society and the citizens will lose all trust to politicians, the political system and the democratic institutions with unpredictable consequences.

If the Cyprus Problem is not solved with the current efforts, things will deteriorate not just for Cypriots, but also for the whole region as this will add one more undesired burden to the developments in the eastern Mediterranean region and the Middle East that is already accentuated by the violence and the economic recession, as well as the rise of extreme movements, that all these unfortunately undermine democracy and undermine the role of the citizens and the Civil Society in the peace and stability efforts in our region. Also, this would conduce in further building tension in the region, as it will put obstacles in the exploitation of the natural resources, where also Israel is a stakeholder as it shares marine plots of natural reserves with the Republic of Cyprus and with recent big joint agreements for cooperation, it has become its most important strategic regional ally.

Therefore, based on the high urgency and the pressure for a solution, as well as the prospects of deterioration in case of a failure, imminent radical developments that will lead to solution very soon seem plausible.

Alternative?

For now, if the so far negotiations approach of “nothing is agreed until everything is agreed” fails again, an alternative approach should be found. This negotiations approach could be replaced or complemented by parallel Confidence Building Measures and steps that could offer a radical breakthrough leading to a stable settlement from an evolutionary approach. Therefore, in case of deadlock, or failure in the negotiations, this alternative way could be adapted (either voluntarily or even de facto) of an evolutionary approach, where a stable agreed framework will be established in step-by-step implementations, rather continuing to adhere to the so far dogma of “nothing agreed until everything is agreed”. This would enhance the everyday collaboration among the two sides in the evolutionary approach, on low policy issues, will increase an environment of trust and collaboration among the two sides. This could also offer the two communities to incrementally satisfy their needs and at the same time build the needed trust that will lead to a comprehensive



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

solution at all issues. This could be in the form in a provisional agreement that will follow a roadmap of 5-10 years with constructive measures.

We believe there is room for parallel Confidence Building Measures that can also have immediate and concrete positive results. These could be implemented at any time, independently of the status of the negotiations and the degree of progress reached.

There are mutual advantages from these confidence building measures, not just for the two main communities on the island, but also for all stakeholders in the region.

The International Community and the USA

Regarding this current negotiation round, the International Community is assuming a more hands-on initiative. For example, regarding the United States specifically, the US cannot wait any more for the two sides in order to implement their policies in the region. For the US, the stakes are very high in the region (hydrocarbons exploitation and security) to allow Cypriot politicians to thwart the solution. The US is in urgency also for exploitation of natural gas. Already USA is pressing the Republic of Cyprus, that the first six months of 2014 may not be a guarantee where Noble (the American energy company and awarded contractor) will start drilling, combined by problems in air traffic. Based on information, the USA has now, as these lines are written, been pressing for the conclusion of drafting the joint Communiqué that the leaders in Cyprus need in order to re-commence the negotiations. The communiqué, by the way, is expected to be ready very soon. The US has been pushing for its quick completion, so to be at hand for the meeting of John Kerry and Ahmet Davutoglu – the heads of foreign affairs of US and Turkey respectively.

Closing statement / Win-Win solution

I would like to finish this speech with a positive prospect. Right now, there is a positive will by the international community for a settlement of the Cyprus problem, as a chance to strike a deal in the region that will lead to more stability. This opportunity should not be missed and all stakeholders should work hard together to achieve this.

The natural resources, the solution of the problem and the economic crisis are three factors that are connected. Economic benefits from the reunification will provide a win-win solution for both communities in Cyprus and the international community by contributing to the stability in the region.

The settlement of the Cyprus problem would not signal the end of the peace process but it would rather be just the beginning. This will be as challenging as the solution efforts themselves, but it is the only way forward.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

Nicolo Vogiazidis (Cercle ACM de Thessalie - Grèce)

Crispations de crise

Si la Grèce fait preuve de cas unique, ce n'est qu'en tant que pays le plus touché par la crise économique qui sévit dans le monde occidental depuis 2008, de laquelle les pays du Nord sont en train d'en sortir timidement, mais qui fait encore ravage dans les pays du sud européen.

En Grèce la crise est totalisante, elle imprègne tous niveaux et domaines de la formation socio-économique, toutes structures et activités de reproduction sociale, des plus fondamentales au plus éphémères. Se pourrait-il en être autrement, quand la crise se résume au niveau économique, d'après les aveux du premier ministre lui-même, par une baisse du PNB en cinq ans de 25%, une baisse du pouvoir d'achat de la population de 40%, un chômage de 28%, dont 56% chez les jeunes de 18-24 ans ?

Une dette publique perçue à 322 milliards €, avoisinant 180% du PNB, n'est plus gérable ; les revenus fiscaux et la consommation s'étant effrités par la baisse des salaires et du pouvoir d'achat, la base industrielle, en pénurie de fonds et de clients, se rétrécissant constamment, et le bâtiment, une des forces motrices de l'économie grecque, en quasi arrêt total.

Au niveau politique « un État d'exception permanent » est instauré. Trop souvent le Gouvernement légifère par « ordonnances ministérielles communes », sans approbation parlementaire. La magistrature conditionne ouvertement ces décisions à l'application du programme de remboursement de la dette imposé par les instances financières supra-étatiques : la célèbre « troïka » composée du FMI, de la Commission européenne et de la BCE. Les forces de l'ordre s'acharnent contre toute mobilisation collective, ultralibéralisme économique allant de pair avec autoritarisme politique.

Les forces politiques d'opposition à cet « État d'exception » se présentent encore assez divisées, entre SYRIZA, une formation majoritaire au camp de la Gauche mais ne dépassant pas les 24% aux sondages, le Parti Communiste KKE avec moins de 5%, une multitude d'organisations d'extrême-gauche dont ANDARSYA étant la formation dominante et une forte composante, en particulier dans les grandes villes, anti-autorité /anarchiste. La majorité étant soutenue par des petites formations d'origine centre-gauche, dont le PASOK ancien parti majoritaire socialiste d'Andreas Papandreou métamorphosé en maigre support d'un gouvernement de Droite, et la présence dans le camp d'opposition de composantes de Droite et de d'extrême-droite, voire les néo-nazis de CHRYSSI AVGI, complique considérablement la donne. Nous avons eu récemment l'arrestation de certains députés du CHRYSSI AVGI pour appartenance à une organisation criminelle, pour des faits purement de violation du code pénal, mais qui, malheureusement, conforte leur profil politique de se présenter en tant que parti antisystème, anti-gouvernement, anti-artérite, et donc populaire.

Seul radeau de secours, la culture dans les grandes villes, qui présente avec un foisonnement de productions théâtrales, concerts et créations d'art moderne, un antidote à la pensée unique du tout marchand imposée par les instances dominantes.



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

Quo vadis la société civile ?

Deux thèses que je vais essayer de développer brièvement :

Premièrement : le rôle de la société civile diffère selon sa présence dans un État démocratique pluraliste ou dans un État autoritaire. La société civile interpelle l'État - sa raison d'être est justement cette interpellation permanente de l'État - ce qui fait que dans un État démocratique aux politiques définies, multiples et argumentées, aux centres de décisions complexes et différenciés, la société civile opère sous l'impératif de développer elle-même une pluralité de positions, projets et formes organisationnelles pour faire face à l'État multiple. Cela n'accroît pas nécessairement son efficacité, mais imprègne ses modalités opérationnelles. L'inverse en est le cas quand la société est forcée d'opérer dans un État autoritaire, centralisateur, évacuant le « politique » du « pouvoir », présentant toute décision comme émanant d'une force suprême extrapolitique et extraterritoriale, bref un « État d'exception » comme celui dans lequel doit opérer aujourd'hui la société civile grecque. Dans ce cas, dans le court terme, la société civile se rétrécit, se centralise et s'affaiblit. Ce qui ne nie pas du tout, sinon même présage, son efficacité ultime, son efficacité absolue en « dernière instance ».

Deuxièmement : la société civile en Grèce, comme d'une certaine manière c'était le cas pour les sociétés civiles de l'Europe de l'Est avant 1989, a la double tâche d'interpeler, non seulement un État national, mais aussi un niveau extraterritorial, celui des instances financières supra-étatiques. Ce qui impose, justement, à la société civile grecque de s'ouvrir, de faire appel et contribuer au développement d'une société civile qui implique l'extra-muros au-delà du contexte national. Nous avons donc une dialectique contradictoire, celle du repli, à cause de « l'État d'exception », et celle de l'ouverture, à cause du « double État ». À nous d'intervenir et d'influer cette dialectique. En optant pour l'ouverture, on pourrait même raccourcir le court terme inefficace d'une société civile sous le joug d'un « État d'exception ». Et, en faisant cela, on choisit bien sûr comme interlocuteurs privilégiés des instances de société civile offrant l'avantage de la contiguïté géographique et civilisationnelle, et s'opposant à des problématiques et méthodes étatiques similaires. Ce qui explique et conforte notre présence dans cette Assemblée.

Nevila Xhindi (Coordination ACM - Albanie)

Over the past decades, the prospect of European integration on the basis of strict eligibility criteria has undoubtedly helped the EU to anchor peace and security, above all in the conflict-torn region of the former Yugoslavia, and to support far-reaching democratic and economic reforms both in Central Eastern Europe and the Balkans. However, in recent years, under the pressure of a fundamental crisis inside the Union, and of daunting challenges in the post-war Balkan aspirants, the integration engine has begun to lose steam at a somewhat alarming pace.

In pure numbers, the historic accessions that brought in 2004 and 2007 - during the first decade after Copenhagen - no fewer than 12 countries into the EU's fold were followed by comparatively modest progress in the period since Thessaloniki, with only Croatia managing to squeeze through the Union's ever-narrowing doors in July 2013. Moreover, while the methodology of the process has become



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

more exacting with each enlargement round, public opinion and political rhetoric in the member states have grown progressively more cautious towards newcomers, and started to turn attention away from - and, indeed, occasionally against - further EU widening.

In view of the European Commission's latest Progress Reports, published this October (2013), I would like to argue with that assessment.

The Commission's reports strike a positive note for some of the EU hopefuls in the Balkans.

First in line, Montenegro, which got the ball rolling on accession talks with the EU in June 2012, has completed screening meetings for all negotiating chapters, and has adopted action plans for Chapter 23 on Judiciary and Fundamental Rights and Chapter 24 on Justice, Freedom and Security. In line with the Commission's new approach to negotiations, work on these difficult areas of reform has to begin in the early stages of the process. Montenegro's progress towards EU accession now depends on the implementation of the benchmarks under these two chapters, as well as on the ability of the country to build the necessary administrative capacity.

Serbia follows closely behind, after the country reached this April - under the auspices of the EU High Representative Catherine Ashton - a landmark deal on the normalisation of relations with Kosovo.

Albania comes next, though at some distance. After two consecutive 'NOs' in 2010 and 2011, and a conditional recommendation for 'candidate status' in 2012, this year the Commission endorsed Albania's membership application. The recent strides made by the country in building bi-partisan support for key reforms demanded by Brussels, as well as in managing the orderly conduct of the June general elections and the subsequent handover of power, have earned Albania the Commission's positive advice. However, to also gain the unanimous approval required now from the member states in the Council, the new leadership in Tirana will have to convincingly walk the walk - not just talk the talk - of European integration. The implementation of adopted laws and the completion of the five remaining political priorities on the list outlined by the Brussels executive in November 2010 are the immediate hurdles for Albania to clear on its EU path.

The situation of the rest of the Balkan aspirants is considerably less rosy. Keeping company to Bosnia-Herzegovina is Kosovo.

Admittedly, the latter's relations with the EU have picked up momentum over the past years: since January 2012 Kosovo has been engaged in visa-liberalization talks with the Commission and, in June 2013, it received authorization from the Council to open negotiations on a SAA. In parallel, or more exactly, precipitating these upgrades, has been the good progress made by Pristina and Belgrade in the EU-sponsored dialogue. This refers especially to the April agreement between the two sides, which foresees a new legal status and the stabilization of Northern Kosovo through local elections this month. Thus, Kosovo is not so much a 'laggard' considering these recent fast-moving developments but it 'lags behind' in so far as it still has a great - if not the longest - distance to travel from its previous position of complete regional isolation in order to catch up with its Balkan neighbors and approach the Union. The reform agenda for the European make-over of Kosovo



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

requires a colossal domestic effort, as well as its sustained commitment to the process of normalizing relations with Belgrade.

Placing the Former Yugoslav Republic of Macedonia (FYR Macedonia) - a candidate country since 2005 - at the tail of the group of Balkan aspirants might be counter-intuitive but FYR Macedonia has been held back by its intractable name dispute with Greece. For the fifth consecutive time, this year the Commission assessed FYR Macedonia fit to start accession talks. So far, the Commission's recommendation has been repeatedly ignored by the member states. To be able to pursue discussions and reforms in FYR Macedonia, in March 2012 the Commission introduced a so-called High Level Accession Dialogue with the country. This mechanism has allowed FYR Macedonia to advance on a number of policy priorities but, outside a formal accession track, the country has witnessed the emergence of deep divisions along party and ethnic lines, as well as a marked relapse in media freedom. While the Council's decision to open negotiations with FYR Macedonia depends on a breakthrough in the UN-mediated talks between Athens and Skopje, the EU appears unlikely to bear on the positions of the two sides towards reaching a long-overdue compromise.

In addition to these country-specific problems, a number of important issues cross-cut the Balkan region. Chief among these is the promotion of the rule of law, which remains a major challenge confronting all the Balkan aspirants. According to the Commission's latest Progress Reports, there is ample scope for improvement in the Balkan countries' efforts to safeguard an independent judiciary, fight corruption and organized crime, respect human and fundamental rights, support the development of civil society, and build efficient public administrations. The EU aspirants have undertaken reforms in these areas, with various degrees of success and sincerity, but credible and sustainable progress is still very much a very important project throughout the region.

At the same time, the state of socio-economic affairs in the Balkans has acquired increased salience, particularly since the onset of the crisis in the EU. The region's low growth rates, soaring (youth) unemployment, decreasing European investment flows, and shrinking remittances tell a familiar story also in the member states, and have exposed inadequate economic development strategies in the Balkan countries. As also highlighted in the Commission's Enlargement Strategy 2013+, the region is in dire need of macroeconomic and fiscal as well as structural reforms and competitiveness programmes, and is yet to meet the Copenhagen economic criteria for membership: at present, none of the Balkan countries enjoys the status of a functioning market economy.

The EU is right to worry about good governance in the Balkans. The EU needs to spell out its demands for inclusive democratic institutions and processes in the region with clear and measurable tasks, whose impact can be easily followed up on the ground and by civil society.

The EU's new approach to economic governance and competitiveness in the region tries to look now to the future, laying emphasis on long-term policies and priority sectors. In most cases, nothing short of a major overhaul is in order. But some of the points on which the EU should insist further include the industrial modernization of the region, a greater regional economic integration effort (in terms of infrastructure, energy, businesses, student exchanges, for example), and the goal of instilling a feeling of self-reliance among the people of the Balkan countries.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

The success of the Balkans is also the EU's success. The same holds true for the region's failure. The sooner the member states grasp this interdependence, the better for all.

3.3 Agora 2 : Diagnostic de la situation dans les pays orientaux de la Méditerranée

Maya Arakon (Mouvement Européen International – Turquie)

What is citizenship?

Citizenship is grounded in the guarantee of legal and political protections from raw coercive power.

Citizenship involves protecting “the few” who have little power (e.g. Minorities of race, class, gender and religious affiliations) who need shelter from the tyranny of “the many” and/or élites.

Legal and political rights secure many other citizenship rights.

In a comparative approach to citizenship, **four rights** can be identified:

1) **Legal or civil rights** (mainly procedural rights). Legal rights: Personal security rights that protect citizens against illegal imprisonment, torture and death. They are also protections against invasions of privacy and aids of controlling one's body such as abortion rights.

Legal rights include important procedural and access rights of legal representation:

- The ability to confront witnesses;
- The rights to a trial by a jury of one's peers
- The waiver of legal fees when citizens cannot pay for court costs.

Legal rights include also rights such as:

- Freedom of conscience (e.g. Rights to free speech at the personal level, freedom of the press, free expression of religion)
- Freedom of choice (e.g. Free choice of ethnic or multiracial identities)

2) **Political rights**. Political rights refer to participation in the public arena.

Political rights include:

- Citizens' rights to vote and participate in the political process,
- Procedures for electing political representatives,
- Creating new laws
- Running for and holding political office,
- Political rights involve also:
- Oppositional rights,
- Minority protections,
- Protest and demonstration rights
- Free access to government information,



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

- Ability to conduct political inquiries.

3) **Social rights:** citizens' claims to social status and economic subsistence (largely individual)

4) **Participation rights:** State creates rights in civil society and private arenas (individual and group rights of decision-making procedures over markets and capital)

Citizenship and conflict

With the definition of the state as we know it today, an independence movement is perceived by the states as a threat to the national sovereignty. It can result in brutal civil wars and make the state vulnerable to external threats because of destabilized international relations.

The right of a group of people to self-determination is a group right categorized under the political citizenship rights.

This is a regional, ethnic or racial group claiming that they are a nation and should stand independently with some form of sovereignty.

Those who feel themselves excluded from the main citizenship rights may also claim independence and secession. In this case, the ground that holds them together might be their identity.

Many of the ethnic and racial problems can be solved through participatory structures (rather than complete sovereignty) that allow greater democratic control over local and regional resources.

Turkey's Candidacy, EU Reforms and the Kurdish question

Turkey's accession process began with the 1963 Ankara Agreement where Turkey became associate member of the EEC.

Turkey achieved formal EU candidate status in 1999.

Accession negotiations between Ankara and Brussels were opened in 2005.

In the relatively short period between the recognition of its EU candidacy and the stagnation in negotiations, Turkey adopted far-reaching legal reforms, including those regarding the status of the Kurdish minority.

Turkey's Europeanization process benefitted Kurds in many ways: speaking Kurdish as well as opening Kurdish language schools were legalized, a state TV channel in Kurdish started to broadcast, etc.

Kurds are not recognized as a minority in the Turkish law since the Treaty of Lausanne, the founding treaty of the Turkish Republic, recognizes only non-Muslims as minority.

For this reason, the newly founded Turkish Republic tried to assimilate Kurds as they have been formally seen as Turks of mountains.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

For assimilations of the Kurds, among others, the State has used different methods: disproportionate use of power under the emergency rule, state-induced internal displacement, ban of the Kurdish language in the daily life, torture on the Kurdish political figures and extrajudicial killings, closure of their legal political parties, etc.

Chronology: reforms after 1999

1999: Turkey recognized as an EU candidate.

1999: Capture of Abdullah Öcalan, the leader of the PKK. Ankara State Security Council sentenced him to death. Not executed thanks to reforms of 2001.

2001: Turkey's Parliament adopted a package of reform => restricted death penalty to times of war and opened up the possibility of broadcasting in languages other than Turkish.

2002:

- The Anti-Terror Law was amended to remove peaceful expression of thought from the scope of terrorist propaganda.
- A constitutional amendment made retrial possible in cases where the ECHR found a violation.
- The Law on Foreign Language Education was amended to allow teaching of languages used traditionally by Turkish citizens in their daily lives, including Kurdish, in private courses.

2002: General Elections resulted in the formation of Turkey's first single-party government since 1987. The AKP (Justice and Development Party) carried on with the reform process that was started by the previous coalition government.

Reforms adopted by the AKP's first term in office:

- Lifting the emergency rule in all provinces,
- Repeal of Anti-Terror Law Article 8 regarding terrorist propaganda,
- Abolition of State Security Courts,
- Constitutional amendments to reflect the primacy of international law over national law,
- Amendments in secondary legislation that resulted in the start of public TV broadcasting in Kurdish.

Following these legal reforms, the European Commission confirmed that Turkey fulfilled the Copenhagen political criteria and the European Council decided to open accession negotiations with Turkey.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

Defects of the Reform Process

Rigid state policy against the usage of languages other than Turkish has jeopardized effective access to public education, public services and political life in southeast turkey where an estimated half of the population does not speak Turkish.

The 10 per cent national electoral threshold was not lowered although it prevents the fair representation of different clusters of society, including the Kurds.

The judiciary has continued to apply provisions on terrorist propaganda to peaceful expression of thought, demonstrating that the legal reforms had failed to engender a mentality transformation.

Turkish government did not sign up to any international agreements on minority protection, nor did it engage in a dialogue with the OSCE's High commissioner on National Minorities.

Article 301 of the Penal Code making it illegal to insult Turkey, the Turkish nation, or Turkish government institutions still remains in force.

Nevertheless, these limited reforms signified the recognition of a Kurdish identity after many decades of suppression.

Reform process slowed down after 2006.

The AKP won the general elections of 2007, but lost 8 southeast provinces out to the Kurdish DTP (Democratic Society Party).

2009: **AKP's "Kurdish Opening"**. 34 PKK members were officially allowed to enter Turkey from their Iraqi bases in November 2009. This situation attracted the fury of Turkish nationalists. The Government renamed the initiative as "Democratic Opening" and later "National Unity Plan" and soon after abandoned it completely without any further actions.

Conclusion

The politics that Kurds lead is politics of identity.

Debates of multiculturalism, the rise of religious fundamentalism, the dissemination of ethnic conflicts in various places in the world constitute different manifestations of the politics of identity.

Identity politics could constitute a ground of the pluralization as the ineradicable dimensions of democracy.

The Kurdish question has placed ethnicity at the center of Turkish politics and caused also a violent ethnic conflict (or a "low-intensity war") between government forces and the PKK.

Their demand for recognition and equal, multicultural citizenship has been perceived as a threat to the boundaries of the Turkish entity.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

In fact, today it is not possible to make Turkey a modern multicultural, democratic state with a sustainable economy and a society of living together, and Turkish foreign policy proactive, multidimensional and effective without solving the Kurdish question.

As Kurds were not allowed to participate in the political system, their politics of identity has become an anti-systemic movement, involving war, terror and violence.

Articulating identity-claims to citizenship rights with an emphasis on the democracy is only possible with the democratic reconstruction of the political in Turkey, which sees a multicultural and differentiated understanding of constitutional citizenship as a constitutive norm of "living together in diversity".

For this to be possible, one should approach citizenship and identity from a perspective that sees modern citizenship not only as a legal and political membership to a nation-state but also as an articulating principle for the recognition of group rights.

The Kurdish question during the 2000s has been organized and voiced increasingly with reference to the idea of equal and constitutional citizenship as a result mainly of Turkey's European integration (Europeanization) process.

Hassan Balawi (Autorité palestinienne – Palestine)

La cause de la Palestine, conformément au terme des Nations Unies, est un des conflits le plus connu dans le monde, voire le plus médiatisé.

Pourtant ce n'est pas le conflit le plus meurtrier, en termes de nombre de victimes, de morts ou de blessés déplacés, en comparaison avec d'horribles événements comme les guerres et les massacres en Afrique ou en Europe.

Dès lors, pourquoi ce conflit est-il le plus connu ? Pour plusieurs raisons, que je ne développerai pas, mais entre autre pour la raison suivante : ce conflit est né d'une volonté internationale des Nations Unies, qui ont décidé le 29 novembre 1947 de partager la terre de la Palestine mandataire en deux États, l'un juif sur la majeure partie de la Palestine, et l'autre arabe. La question palestinienne comporte une dimension régionale et internationale.

Néanmoins, la question palestinienne a été progressivement écartée des instances internationales. La position exclusive des États-Unis a entraîné un silence de l'ONU sur la question, alors que cette organisation en est à l'origine juridique et internationale.

Plus de 20 ans après le processus de paix de Madrid et les accords d'Oslo, on peut dresser un constat d'échec. On peut se poser la question. Actuellement, la question palestinienne est à un carrefour et doit faire face à plusieurs enjeux :

- La solution de deux États, palestinien et israélien, est-elle d'actualité ?



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

- Quel lien avec les «printemps arabes» ?
- Quel lien avec le droit international et l'ONU ?
- Quelle responsabilité citoyenne des Palestiniens, des Israéliens et des opinions publiques internationales ?
- Quel rôle des médias et des sociétés civiles ?

Ofer Bronchtein (Forum International pour la Paix – Israël)

I want to believe the negotiations taking place in Israel and Palestine will be fruitful. We have seen the checkpoints.

For the first time, the Palestinians are building a new city, and this is amazing for me. It is quite a new city and very modern. I don't want to be misunderstood. There are many problems that we face, but if we wait for political intervention we have to wait a lot. Everyone should think what we can do. There is an area now where people can cross the borders freely. What does this mean? Decentralized cooperation will be able to change the reality and can bring about a constructive change. I believe that this cooperation will continue. Cooperation will be ensured between Israel and Palestine. The Jenin area is very poor, but we have seen cooperation and results already. I support this cooperation between municipalities. I am still hopeful.

Yahya Dogan (Gedik University – Turquie)

A neighbor needs the help of another neighbor is a saying we have in Turkey. Thus, all the countries in the Mediterranean have to have close relationships and have to help each other. Turkey's wish is to maintain peace because we can only proceed with peace in the Mediterranean.

We need to work on diplomacy and work with NGOs. Only in this way can find peace.

We have to tackle unemployment issues, women's issues and education issues.

The booklets that will be collected during this meeting will be very important. NGOs are institutions in which citizens can be directly involved.

Wesam Jalahej (Cercle ACM de Damas – Syrie)

The war has affected badly all aspects of life in Syria including economic, social and cultural life, leaving massive devastation that will take many decades to be restored or rebuilt.

According to unofficial initial statistics, 1,500,500 houses in Syria have been damaged, 315 thousand of which were completely destroyed, leaving more than 6 million people without houses or shelter.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

The war has also caused immense damage to the agricultural and industrial sectors, as well as water, electricity, construction, tourism, and government services, where the initial losses for these sectors are estimated at more than 50 billion U.S \$.

Oil production has reduced drastically compared with the year 2010. Production has gone down by 95% and fewer than 20,000 barrels are produced per day. The government has estimated the loss at 546 billion Syrian lira, with a significant rise in the price of fuel that has exceeded 40%.

The rate of unemployment has risen from 8.4% in 2010 to more than 49% in 2013, so there are 3 million unemployed people out of the labor force of 5 million. The inflation rate has exceeded 50% and the budget deficit increased from 3.6 in 2010 to reach 21.4 in 2013. More than 80% of the Syrian people have fallen into poverty, and for the first time, Syria faces the risk of famine, with more than four million Syrian living below the poverty line.

The destruction of the health infrastructure, the stoppage of medicine factories, the serious shortage of medicines and more than 55% of hospitals being out of service are all factors threatening people with the spread of epidemics and infectious diseases such as cholera, tuberculosis and polio. Some organizations working in the health field have already recorded several cases and are warning that these diseases may spread to reach all Syrian territories and neighboring countries.

Another great tragedy and loss has been the massive destruction of monuments and archaeological and historical sites, especially the old city of Aleppo and old Homs, Qal'at El Hosn ('Krak des Chevaliers', or 'fortress of the knights') and many other monuments which were destroyed, spoiled and stolen.

Environmental pollution is threatening the population and the environment in Syria as environmental safety has greatly deteriorated. Thus several nature reserves have ceased to exist and the pollution in mining areas has increased horribly as a result of the use of primitive oil refineries which has affected soil, water and air.

The most affected victims of this war have been children and women as the destruction of more than 2,400 schools in Syria and the evacuation of millions of families from their homes have left millions of Syrian children without education for two successive years so far. Now, most of those children are suffering injuries, disabilities and psychological problems and they need special care which is can seldom be provided. This will create a generation which suffers socially and psychologically which may kill any chance of peace, peaceful coexistence or reconciliation in the future. And the worst thing is the involvement of children in military operations, which clearly breaks all international treaties and conventions agreed by Syria, particularly the Convention on the Rights of the Child and the Protocol on the Involvement of Children in Armed Conflict.

The war has pushed thousands of children to work as a result of losing their breadwinners. Many children are found in the streets seeking work or working under harsh conditions where thousands of them have been victims of exploitation which is considered as a kind of human trafficking.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

Thousands of women are suffering from all kinds of violence (sexual, physical and psychological). They are subjected to detention, arrest, beating, torture and rape (hundreds of women have suffered rape inside and outside prison). Women have also borne increasing burdens as their roles have changed due to the absence of the men who have been killed or arrested or have fled or are fighting on different fronts.

Militarily, the country is still divided into two parts, one controlled by the regime and the other controlled by factions of armed opposition. The conflict between the two parties does not seem likely to end for a long time, regardless of the military successes achieved by any of the parties on different occasions.

The Syrian issue is no longer an internal issue, but a regional or even international one. It is driven by the interests of the powerful nations and the surrounding countries. If these countries do not reach a political settlement to resolve this crisis, the war will continue for decades without anyone winning.

The two parties of the conflict are responsible, to differing degrees, for infringing human rights in the most awful ways while the whole world is watching. This has been reported by many international organisations as war crimes and crimes against humanity.

The regime forces have shelled cities, towns and villages at random, leaving dozens of civilian victims including women and children. Moreover they have lately been besieging cities and towns, starving the population in order to pressure the militants to give themselves up or to get out of these areas, which is a heinous crime against humanity.

Imprisonment is one of the most serious human rights issues. The regime is arresting tens of thousands of activists without charge and without following minimum limits of the standards of fair trials. Many arrested people have been exposed to torture which led to the deaths of hundreds of them. Reports have also referred to destruction, burning, theft and looting of properties in many areas, as well as public executions outside courts.

On the other hand, armed forces of the opposition, particularly the very extremist Islamic militant groups such as Al-Nusrah Front and the Islamic State in Iraq and the Levant, are following the policy of kidnapping, killing, torturing and taking hostage civilians in order to try to impose their extremist ideologies on the areas they control.

These factions have established their own courts which do not have the minimum accepted limits for fair or legal trials, and they have also carried out dozens of bombings that have killed many civilians.

All this has torn apart the Syrian society and increased sectarian tensions and sectarian violence and threatens to split the country into different states and territories. Regrettably, the current situation now points to tangible signs of sectarian polarisation in the Syrian society which will break up the society and undermine the cohesion and the coexistence that are necessary to build a stable state. Instead there will be general weakness and dispersion which will push citizens to search for structures for protection not from the state but from institutions such as their sector community or clan. In light of this the crisis will not stay national, but it will become regional because of the



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

demographic nature of the area which has sects extending outside the national borders. This fact will certainly transmit the crisis to the neighbouring countries and will affect badly the stability of the eastern Mediterranean and possibly other areas of that region.

The features of Geneva 2 as a framework for a political solution are still not clear as each of the principal parties holds its own opinions and attitudes.

We - the Syrian Association for Citizenship - think that the solution is citizenship and respecting all human rights. Moreover, the Mediterranean countries can play a pivotal role in it, whether through supporting civil society institutions, or by exposing the violations and putting pressure on the international community to prosecute those responsible and bring them to justice, or through putting pressure on the conflicting parties to end the war and to stop the violence to begin the process of peace and reconciliation.

Emel Kurma (Helsinki Citizens' Assembly – Turquie)

Let's talk about the current dynamics in Turkey. Citizenship implies dignity, identities, freedoms and rights and a just relation (code of conduct). In Turkey, the shaping up of citizenship is occurring in an authoritarian regime. The schools mimic and reproduce the state-citizen relationship.

The student-teacher relationship is the formatting of the citizen and how they should be behaving later on. In Turkey and southern Mediterranean countries, this appears as a militaristic relationship.

The mode of citizenship has been designed by the republic. Those in power are portrayed as the benevolent granting citizenship. This is changing in Turkey, which is why there are more conflicts. This paternalistic society has been utilized and reproduced by our state regimes in Turkey.

Weak local government is a symptom of a society kept weak by an authoritarian void of citizenship. This is something we are seeing in Turkey.

Citizenship is not granted from above; it is a transgression of over boundaries as individuals within our communities. It is how we protect each other and ensure our rights and responsibilities.

In Turkey, we are witnessing the symptoms of a maturing society. I'm reluctant to make it larger than it is. But it was the largest act of many voices showing dissent and this understanding of citizenship and an attempt to be involved in changing the game. Citizenship has to do with pluralism and multiple identities, which means transgressing borders among citizens and communities.

Kamal Mouzawak (Souk El Tayeb – Liban)

La région du Levant et de l'Afrique du Nord vit depuis quelques années un « printemps » à leur façon, pour se réveiller après de longs hivers de dictature et de totalitarisme. Un printemps qui a éclos en Tunisie, par un individu qui s'est immolé, à cause d'un malaise économique. Un pays et un continent ont suivi, se sont révoltés et ont bousculé les systèmes existants, toujours pour une même profonde



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

cause économique : des pays au système totalitaire qui souffraient d'une profonde inégalité et de services inefficaces sinon existants.

Le monde arabe ? Religion, langue ou géographie ?

Pour définir la région, il faudrait définir d'abord « arabe » : c'est quoi être arabe ? Appartenir à une religion, l'islam (ce qui n'est pas le cas de tout le monde) ? Parler la langue (est-ce que 400 millions d'hispanophones sont réunis pour une cause unique ?) ? ou appartenir à une région géographique – la péninsule arabique, terre de mer et de désert entre le Levant et l'Afrique du nord ?

Le totalitarisme régional

Toutefois, s'il y a une chose commune à ces 3 régions du Levant, de la péninsule arabe et d'Afrique du nord, ce serait les totalitarismes de monarchies régnautes, ou de révolutionnaires-dictateurs. Avec un manque de liberté et de droits, et une censure sans pareil.

La diversité du Liban – le pays du non « autre »

Toutefois, le Liban restait une terre unique de différences et de mélanges, qui ont permis un air de liberté et de permissivité. Un pays à moitié chrétien et musulman. Regardant vers l'Est et vers l'Ouest. S'alliant avec un camp et son opposé ... une terre où le concept de « l'autre » n'existe pas – personne n'est majoritaire ni minoritaire. Un vrai mélange de différences.

Les similitudes au-delà des différences – un rêve et un projet commun

Des différences et des mélanges qui ont souvent été source de conflits et de guerres, longues et sanglantes (les exemples sont nombreux ... et je me demande si on ne vit pas actuellement en un exemple de guerre aussi ?). Il fallait donc penser à un terrain commun, une entente entre tant de différences ? Après presque 20 ans de guerre civile (1975), qu'est-ce qui pouvait rassembler des ennemis qui se sont entretués à cause de leurs différences politiques ou religieuses ... le seul terrain commun pourrait être la terre, ses traditions, sa production, son agriculture et ce qu'on en fait comme production alimentaire et cuisine, au-delà de toute différence.

Des valeurs et une éthique communes ... au-delà des différences

Souk el Tayeb a célébré, depuis 2004, les traditions alimentaires qui unissent des communautés et soutiennent les producteurs et les paysans et l'agriculture durable. Un projet commun qui aille au-delà des différences, et construise autour de terrains communs, des terrains d'entente. Qu'importe la religion, l'affiliation politique ou communautaire, producteurs, paysans, cuisinières, consommateurs ... se retrouvaient tous autour du projet d'une production agricole et alimentaire traditionnelle, saine, parfois organique – mais surtout aussi locale, une vision de l'agriculture et de la production alimentaire comme l'expression la plus sincère et authentique d'un peuple, de ses racines et ses traditions. De toutes les expressions de la tradition, architecture, costume, chant, danse, art, etc., la cuisine reste l'expression la plus sincère et celle qu'on porte le plus à travers le temps et l'espace. Les 15 millions de Libanais expatriés (par rapport à 5 millions dans le pays) n'ont pris que le tabouleh et le kebbeh.



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

Des terrains d'entente

Des terrains d'entente qui doivent se traduire en lieux de rencontre ... un « marché fermier » depuis 2004, des festivités régionales autour des traditions agricoles et alimentaires depuis 2007, des projets éducatifs depuis 2008, « *Tawlet* » - la table fermière depuis 2009, et des projets de *empowerment* et de *peace building* avec les réfugiés Palestiniens, et récemment Syriens au Liban – ou cuisiner devient pour ces femmes des camps, un moyen d'expression, de génération, de revenus et de fierté ... redessiner la Syrie ou la Palestine à travers ses traditions alimentaires, qui sont le seul outil et la seule arme que ces femmes tiennent en main. Et qui montrent la part d'humain que nous partageons tous, et qui est le seul terrain d'entente et de retrouvailles qui puissent rassembler tant de différences à l'échelle du monde qui va plus en se tirillant, qu'en se retrouvant.

Michel Warshawski (Conseil Consultatif ACM – Israël)

Alors que le Secrétaire d'État américain essaie de nous faire croire que les négociations de paix entre Israël et les Palestiniens vont reprendre, la réalité sur le terrain nous montre quelles sont les véritables intentions du gouvernement d'extrême droite au pouvoir à Tel Aviv : la poursuite et l'accélération de la colonisation de la Cisjordanie, c'est-à-dire l'expansion progressive des frontières de l'État hébreu.

Si la direction palestinienne semble miser toutes ses cartes sur d'éventuelles pressions de la part de Washington pour arrêter la politique israélienne de colonisation, la majorité de la population des Territoires occupés a fait le choix de la résistance sur le terrain, en tentant de défendre chaque pouce de terre par une résistance civile non armée, et en reconstruisant les infrastructures d'une société qui avait été détruite par la reconquête de Barak-Sharon entre 2002 et 2006, puis le massacre de Gaza en 2009. Résistance héroïque qui démontre que si l'État d'Israël est aujourd'hui capable de faire avancer son projet colonial, il a échoué dans son plan de « sociocide », c'est-à-dire de destruction du tissu national palestinien. La reconstruction de l'unité entre Gaza et la Cisjordanie, ainsi qu'entre le Hamas et le Fatah, reste l'objectif prioritaire de la grande majorité des Palestiniens.

Quant à la société israélienne, elle a connu en 2011 la plus grande mobilisation sociale de son histoire, dans un mouvement de contestation contre les politiques néolibérales et la privatisation des services publics. L'enjeu auquel reste confronté le mouvement social israélien est de lier ces revendications sociales au rejet de la politique coloniale et du prix colossal que celle-ci exige des citoyen/nes israélien/nes.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

Dominique Bendo-Soupou (Membre, Cercle ACM de Naples, Italie)

MOBILITÉ ET DROITS DE L'HOMME EN MÉDITERRANÉE

Nous allons bientôt marquer les 20 ans du processus Euromed. Ce processus devait signifier l'unité de l'espace méditerranéen et faire de la Méditerranée un ensemble ouvert dont la paix et la coopération seraient les deux caractéristiques fondamentales. Euromed s'est en fait réduit à un marché commun où les capitaux et les marchandises peuvent circuler sans entraves. Car, en ce qui concerne les personnes, l'espace méditerranéen est traversé par une frontière que les États veulent la plus hermétique possible.

Les milliers de morts de Lampedusa, de Gibraltar et de nombreux autres portails de cette « forteresse Europe » viennent témoigner de la grande mystification que représente l'idée d'un espace méditerranéen uni.

Le droit à la libre circulation des personnes est un droit fondamental, ou du moins devrait-il être reconnu comme tel. De tout temps, les êtres humains ont migré et immigré, pour deux raisons essentielles : la misère et la peur (auxquelles on peut aussi ajouter l'amour). Fuir la faim, les guerres, les discriminations et les oppressions – voilà ce qui pousse des millions d'hommes et de femmes à quitter leurs pays d'origine, de casser les liens avec leur culture et leur environnement pour se diriger vers des régions qui leur sont étrangères, mais plus calmes et plus prospères. Ces flux migratoires ont toujours fait partie de la normalité humaine, et le seront toujours. Aucun mur et aucune police des frontières n'ont pu et ne pourront empêcher ce phénomène de migrations de masse.

La faim et la violence poussent des millions de personnes à quitter les pays du Sud, en particulier d'Afrique du nord et sub-saharienne, pour rejoindre les pays prospères d'Europe. Même avec la crise qui la traverse, l'Europe reste pour des millions d'Africains le symbole d'une vie meilleure, et ils sont prêts à abandonner leur culture d'origine et leurs proches, voire à risquer leur vie, pour atterrir sur ses côtes.

C'est pour cette raison que les États européens renforcent en permanence leurs polices des frontières et leurs législations pour tenter d'empêcher ces flux migratoires que l'extrême-droite n'hésite pas à caractériser comme les « nouvelles invasions barbares ». Les Murs en Palestine et au sud des États-Unis sont aujourd'hui devenus des modèles à suivre et à copier pour protéger l'Europe de ces migrants de la faim et de la guerre.

Et pourtant, le droit au refuge est une des plus anciennes traditions de notre humanité, confirmée au cours du XX^{ème} siècle par une législation internationale visant à protéger ceux et celles qui sont menacés dans leur pays d'origine : des villes de refuge de la Bible aux conventions internationales sur les réfugiés, en passant par les sanctuaires qu'étaient les églises au Moyen-âge en Europe.

Cette Europe connaît aujourd'hui une régression au niveau du droit à la libre circulation, y compris par rapport à ses propres citoyens, comme le montre le traitement scandaleux des citoyens européens Roms par plusieurs pays d'Europe.



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

La mondialisation, et plus spécifiquement l'Union européenne, ont substantiellement réduit la souveraineté des États et de fait aboli les frontières... sauf pour les personnes. Le résultat en est un phénomène de masse, et qui ira en grandissant, de sans-papiers et de clandestins livrés à la sauvagerie et au racket des passeurs, des employeurs, des marchands de sommeil et des forces de police.

Le choix auquel est confrontée l'Europe est de plus en plus évident : soit sombrer dans la barbarie d'un choc des civilisations et de la guerre totale contre le Sud et ses populations, soit créer un espace méditerranéen ouvert non seulement aux marchandises et aux capitaux, mais également aux êtres humains, sans distinction d'origine.

La Droite a fait son choix, à nous de faire le nôtre : abolir la frontière qui sépare Nord et Sud de celle qu'on appelait autrefois « Notre Mer », notre mer à tous et à toutes. Dans les faits, cette frontière est vouée à disparaître, faisons donc que le droit des États du bassin méditerranéen prenne acte de cette réalité du XXI^{ème} siècle, et reconnaisse le droit à la libre circulation comme un droit humain fondamental.

3.4 Agora 3 : Diagnostic de la situation dans les pays du Maghreb

Rhida Barouni (Ennahda – Tunisie)

تقترب بلادنا من إنهاء المرحلة الانتقالية المنبثقة عن انتخابات 23 أكتوبر 2011 في ظل أوضاع معقدة سياسيا واجتماعيا واقتصاديا وأمنيا تجعل شعبها ونخبها السياسية أمام اختبار عسير تبدو آفاق النجاح فيه مرتبطة بالحوار الوطني الدائر هذه الأيام والذي انطلقت أشغاله يوم 25 أكتوبر 2013 بمقر وزارة حقوق الإنسان والعدالة الانتقالية.

إن أوضاع البلاد في الفترة الانتقالية غاية في الهشاشة، ويكفي دليلا على هشاشة الأوضاع أن بضع رصاصات انطلقت من مسدس في 6 فيفري كانت كافية لإسقاط حكومة وتأزيم أوضاع ، ولم تستطع النهضة تشكيل حكومة بديلة الا بعد تنازلها عن نصف أسهمها في الحكومة (وزارات السيادة)، ولم يمض القطر غير بعيد حتى انطلقت رصاصات أخرى من نفس المسدس!! لتودي بحياة زعيم اخر من المعارضة وتزج بالبلاد في أتون أزمة جديدة طلب فيها رأس الحكومة هذه المرة إذ حملت مسؤولية التفريط في المحافظة على حياة زعيم جاءت إخبارية من مؤسسة دولية كبرى قبل أسبوعين من اغتياله تنبه إلى انه مستهدف ولم يفعل شيء لحماية !! ليس هناك ما يرجح ان لا تنطلق من نفس المسدس أو من غيره رصاصات أخرى تربك الأوضاع من جديد وذلك في سياق وضع امني واقتصادي وسياسي هش ان على الصعيد المحلي أو على الصعيد الإقليمي، لاسيما اثر الزلزال المصري وانفلات الأوضاع في ليبيا وانعكاساتها السلبية على بلادنا.



الهدف العام للنهضة في هذه المرحلة : هو "استكمال الثورة وإنجاح تجربة الحكم وحسم ميزان القوى لصالح الثورة في الانتخابات القادمة (اللائحة العامة الصادرة عن المؤتمر التاسع).

I. تقدير الموقف العام.

1. خلاصات تحليلية :

- الأزمة في بلادنا مركبة حيث يتداخل فيها السياسي بالاقتصادي والأمني.
- الرهان على استنساخ السيناريو المصري أو ما يشبهه انتهى رغم استمرار بعض الأطراف في المحاولة.
- الرهان على الدعم الاقليمي والدولي لإنهاء منظومة 23 أكتوبر 2011 لم يتحقق رغم المساعي اليائسة من بعض الأطراف.
- مدخل حل الأزمة سياسي عبر الحوار وهو ما اهدت إليه مختلف لأطراف من خلال الانطلاق في الحوار الوطني في إطار مبادرة الرباعي.
- الاستراتيجيات الدولية في علاقة بدول الربيع العربي متنوعة وتتأثر بموازن القوى الداخلية وحجم المصالح والرهانات في كل بلد.
- يتلخص الموقف الدولي عموما بين داعم لاستقرار التجربة وإنجاحها ومتردد راجب في احتوائها وتحجيم دور النهضة.
- لا يزال الوضع الإقليمي متحركا (عدم استقرار في ليبيا عدم معاداة من الجزائر رغم غموض المستقبل فيها... غموض الأوضاع في مصر في ضوء صمود الشعب المصري في التصدي للانقلاب)
- رغم انخراطها في المسار الحالي للحوار (الحوار المتعدد الأطراف) فإن بعض الأطراف لا تزال ترغب وربما تعمل على مسار التفاهات الثنائية (تقاسم السلطة فيما تبقى من المرحلة).
- صعوبات اقتصادية ومالية خاصة ناتجة عن هشاشة بسبب فشل المنوال التنموي السابق والأزمة السياسية رغم وجود مؤشرات إيجابية من حيث نسبة النمو وتطور التصدير في بعض القطاعات و انخفاض بسيط في نسب البطالة.
- خطورة الأوضاع الأمنية الراهنة في أبعادها المختلفة وخاصة المتعلقة بالإرهاب من حيث انتشاره وتنوع عملياته التي تحولت أخيرا إلى استهداف القطاعات الحساسة والمدنيين إضافة إلى تعدد ارتباطاته الإقليمية والداخلية.

2. مقارنة الحركة في التعاطي مع الأوضاع :

تتلخص مقارنة الحركة في التعاطي مع الأوضاع الناشئة عن التطورات الإقليمية منذ 03 جويلية الماضي تاريخ الانقلاب في مصر و25 جويلية تاريخ اغتيال الشهيد محمد البراهمي فيما يلي :



- المجلس التأسيسي حجر الزاوية في استمرار المسار. ولا بديل عن مواصلته لمهامه بكامل صلاحياته المحددة في القانون المنظم للسلط حتى تسليم مهامه لهيئة تشريعه منتخبة.
- القبول بتغيير حكومي بعد استكمال المهام التأسيسية المتمثلة في المصادقة على الدستور تركيز الهيئة العليا للانتخابات تحديد موعد الانتخابات و الاتفاق على القانون الانتخابي.
- التلازم والتزامن بين الانتهاء من المهام التأسيسية والتغيير الحكومي.
- خيار الحركة في التعاطي مع الأوضاع قائم على بعدين استحضار أهداف الثورة من جهة واعتماد الحوار مع النخبة والبحث عن التوافقات والتسويات وتأمين المسار من جهة ثانية مع ضرورة الانتباه لخطوط الرجعة.

3. مسار الحوار وأفاق تطوره :

- صدرت المبادرة الحالية للحوار بمختلف بنودها القائمة على الحفاظ على التأسيسي مقابل استقالة الحكومة عن الهيئة الإدارية للاتحاد العام التونسي للشغل ثم تبنتها المنظمات الثلاثة الأخرى : اتحاد التجارة والصناعة عمادة المحامين الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان.
- لم تقبل النهضة في البداية بمبادرة الاتحاد ورأت فيها دعوة للانقلاب على نتائج 23 أكتوبر 2014 وانحيازاً للمعارضة.
- لم تقبل المعارضة بمبادرة الاتحاد رسمياً إلا بعد يأسها من قلب الأوضاع وإنهاء منظومة 23 أكتوبر 2011 عبر الشارع وتوظيف مؤسسات الدولة.
- توجه النهضة نحو فتح مسار موازي للحوار مع نداء تونس بهدف فك العزلة والضغط على الآخرين مما أثمر تحسناً في المشهد وفك العزلة عنها واعادها كطرف اساسي في الحوار السياسي.
- قبول الحركة بمبادرة الرباعي منطلقاً للحوار المتعدد الأطراف ورفضها لخارطة الطريق كبرنامجاً لتنفيذها لاستحالة ذلك وعدم تحقيقها للتلازم والتزامن.
- قبول الحركة يوم 05 أكتوبر بخارطة الطريق كما صدرت عن الرباعي وإمضاء رئيس الحركة على الالتزام بها.
- انطلاق الجلسات التحضيرية للحوار الوطني يوم 7 أكتوبر وتوصل المفاوضات النهضوي إلى إقناع الرباعي والمشاركين بضرورة التمهيد الجيد للانطلاق الرسمي لجلسات الحوار التي ينطلق من خلالها العدّ التنزلي لانتهاء المهام التأسيسية واستقالة الحكومة.
- الانطلاق في التمهيد بتكوين ثلاثة لجان لبحث حلول لملف الهيئة العليا للانتخابات في علاقة بحكم المحكمة الإدارية ملف التوافقات في الدستور ملف استقالة الحكومة.



- ضغط المعارضة على الأوضاع ببرمجة تحركات ليوم 23 أكتوبر بهدف الإطاحة بالحكومة رغم تخلي الحركة عن التمهيد وقبولها بتحديد موعد 23 أكتوبر 2013 موعدا رسميا لانطلاق الحوار.
- الفشل الميداني للمعارضة في تحركاتها يوم 23 أكتوبر ورفض الحركة انطلاق الحوار، وإعلان الحكومة التزامها بمبدأ الاستقالة بالتزامن مع التحركات الفاشلة للمعارضة.
- إعلان رئيس الحكومة الأخ علي العريض التزام الحكومة بمبدأ الاستقالة بشرط التزام مع انتهاء المهام التأسيسية في برنامج تلفزيوني، وتأكيد نفس الموقف في وثيقة كتابية.
- انطلاق الحوار بصفة رسمية يوم الجمعة 25 أكتوبر 2013 و الاتفاق على انطلاق العدّ التنزلي لإنهاء المسارين بداية من يوم السبت 2013/10/26، والتوافق على العمل بجدية بعد عودة النواب المنسحبين للمجلس والتزامهم بذلك كتابيا.
- تقدّم الأعمال التأسيسية المتعلقة بالهيئة الانتخابية وكذلك التوافقات حول الدستور والنظام الداخلي وتكثيف المشاورات حول اختيار رئيس الحكومة.

السؤال المطروح: الحوار الوطني إلى أين؟

- الحوار الحالي تجميع لإستراتيجيتين متناقضتين:
 - ✓ الأولى تعمل على إنهاء منظومة 23 أكتوبر 2011 وإلغاء إرادة الشعب واختياره وتعويضها بخيارات أخرى غير ديمقراطية.
 - ✓ الثانية تعمل على استكمال المسار الانتقالي وتثبيت الحرية و بناء دولة مدنية ديمقراطية تتحقق فيها أهداف ثورة الحرية و الكرامة.
 - ✓ هذا التجميع أوجد صعوبة في التقدّم نحو تحقيق أهداف الحوار المتمثلة في المصادقة على الدستور والمضي بأسرع ما يمكن للانتخابات حيث بقيت بعض الأطراف تمارس الفوضوية إلى الآن و أخرى ترغب في تسويات ثنائية.
 - يمكن أن يتعطل الحوار في بعض القضايا مثل رئاسة الحكومة وتركيبتها وبرنامجها وكذلك صلاحيات المجلس [ما يعرف (بالثلاثين)] إلا أنّ ضغط الوضع الأمني والاقتصادي والدعم الاقليمي والدولي يمكن أن يدفع إلى إنجازه بتوافقات معقولة.
 - المصادقة على هيئة الانتخابات هدف بحدّ ذاته و مكسب للبلاد و للمسار الانتقالي يمكن أن يساهم في إيجاد مخرج للأوضاع في كلّ الأحوال.
 - تراجع كتلة النهضة عن التعديلات في النظام الداخلي للمجلس سيعيد النواب المنسحبين للمجلس و تواصل اشغال مناقشة الدستور و هيئة الانتخابات.
- إن أهم ما يمكن استنتاجه:

1. إن الأوضاع مرشحة لتطورات يعسر التنبؤ بها أمنيا واقتصاديا وسياسيا ، قد تبلغ حد قلب الأوضاع جملة وتهديد مسار الثورة لصالح الثورة المضادة ، في بلد ثرواته محدودة وتتحصر في ضمان وضع الاستقرار والهدوء والانفتاح على العالم والاعتدال، ما يجعل استمرار حالة الغموض وحالة المؤقت التي طالمت واستنفدت شرعية السنة الموعودة لكتابة



- الدستور، مغامرة كبرى أن لم تكن ضرباً من الاستهتار بالإخطار التي تحف بالبلاد و تتصاعد وتيرتها باستمرار خصوصاً بعد تفاقم جرائم الإرهاب.
2. واضح أن ما أنجزته حكومات الثورة من إصلاحات على أهميته على أكثر من صعيد قليل بالقياس إلى عمق واتساع وتراكم مفاصد ومظالم على مختلف الصعد في الإعلام والأمن والقضاء... وهو ما أصاب صورة الدولة ومكانتها بإعطاب كبرى، وتكاثر النقابات الأمنية التي تتفاقم جرأتها على الدولة في صور إرهابيات انقلابية، بما يستبعد معه بقاء إمكانات أخرى للإصلاح الاقتصادي والأمني والقضائي وذلك في الزمن الضائع الباقي ضمن الظروف القائمة
3. النتيجة من ذلك أن سبيل الإنقاذ المتبقي يمر بالضرورة لا بالاقتصاد ولا بالأمن ولا بالقضاء وإنما بالسياسة، وذلك من طريق تغيير في المشهد السياسي تكون له انعكاسات إيجابية على جملة الأوضاع، يتمثل هذا التغيير بالإقدام على تصحيح وضع بني منذ البداية على خلل فادح، وذلك بالنظر إلى أن من مقتضيات الحكم الديمقراطي في المراحل الانتقالية لا يكون محكوماً بألية حكم ومعارضة كما هي الأوضاع العادية وإنما بحكم وفاق كنا قد دعنا إليه منذ البداية حركة النهضة إلا أن الآخرين رفضوه واختاروا موقع المعارضة وهو ما أودى بالتجربة المصرية وتعسرت معه ولادة التجربة التونسية في الانتقال الديمقراطي حتى كادت تطيح بها أكثر من مرة لولا لطف الله ومرونة النهضة وتنازلاتها وانعقاد ما يشبه الإجماع وسط الفرقاء السياسيين أخيراً على ابتغاء سبيل الوفاق للخروج من أزمة الانتقال
4. إن ما أقدم عليه رباعي المجتمع المدني التونسي بقيادة اتحاد الشغل من مبادرة لحل أزمة الانتقال الديمقراطي المتعثرة بل المتوقفة بسبب اشتداد التجاذب بل التدافع السياسي الذي كثيراً ما أخذ شكل التنافي ورهان المعارضة على نفس نتائج 23 أكتوبر بالكلية في تجاوز آليات المعارضة المتعارف عليها في الديمقراطيات، يمثل حلاً رغم ما شابهه من نواقص إذ يضع الأصابع على موطن الداء ويكمن في السياسة تصحيحاً لوضع مختلّ برده إلى المسار الطبيعي في مثل الحالات الانتقالية كالتى تمر بها بلادنا ودول الربيع العربي حيث لا يمكن لفئة مهما عظمت أن تنهض لوحدها بمهام الانتقال، منطلق الوفاق وليس المغالبة والأغلبية هو المنطق المناسب سواء أكان في شكل حكومة وفاق وطني تشترك الأحزاب الرئيسية في إدارتها أم كانت في شكل حكومة كفاءات يشترك الجميع في اختيارها، بما لا يرهق الدولة الواهنة أصلاً بعد الثورة بالمعارضة ويحصر التنافس لا في مواجهة الدولة وإنما في تنافس الأحزاب بين برامجها على استقطاب الجماهير تهيئاً لانتخابات في الأفق. أن تصحيح المشهد السياسي بهذه الطريقة يعفي الدولة من الاستهداف ويخفف العبء على الأمن ويهدئ الأوضاع بما تكون له انعكاسات إيجابية على الأوضاع الاقتصادية.
5. إن الوضع السقيم الذي تأسس عليه المشهد السياسي الانتقالي عقب انتخابات أكتوبر 2011 (سلطة ومعارضة) كاد يطيح بالتجربة التونسية لولا الاستدراك الأخير بطرح مبادرة



رباعية المجتمع المدني ، ولولا أقدام حركة النهضة التي تقود الحكومة على التفاعل الإيجابي مع المبادرة بما تعنيه من تنازل عن حكومة مسنودة بقاعدة برلمانية واسعة، تقديمًا للمصلحة الوطنية على المصلحة الحزبية ، بما يعين على تحقيق وفاق وطني يفتح الطريق أمام استكمال مسار انتقالي متعثر ومهدد بأخطار الانهيار في أوضاع إقليمية مشتتة .6. إلا انه لا تزال أمام نجاح المشرع الوطني للحوار تهديدات وعقبات:

1. تهديدات خطيرة وبالخصوص خطر الانهيار الاقتصادي وخطر الإرهاب الذي يحيط بالإقليم، وذلك في ظل تهديدات تمرد امني راهن على التغذية من الأزمة السياسية والاجتماعية لإيقاع النظام في عزلة يركبها طمعا في تشكيل حالة مصرية هي رهان الجبهة الشعبية، لولا أن مؤتمر الحوار الوطني أفضلها تاركا نداءات الجبهة إلى التحشيد صرخة في واد وتحركات الأمنيين في العراق دون أي غطاء سياسي، إلا أن الأزمة قابلة للتشكل من جديد في صورة فشل الحوار الوطني وهو ما تراهن عليه الجبهة

2. أما عن العقبات في طريق نجاح الحوار الوطني صوب تشكيل حكومة الوفاق واستكمال الأعمال التأسيسية بختم الدستور وضبط موعد للانتخابات وتركيز هيئة مستقلة لإدارتها، وتتويج ذلك بانتخابات نزيهة، فكثيرة وأهمها من طبيعة نفسية تتمثل فيما أورثته حالة التجاذب والاستقطاب الشديد بين الفرقاء من تشاحن وتباغض وشيطنة، إلى حد التنافي والصراع الوجودي وتوعد الحاكمين بالويل والثبور. واضح وجود أزمة ثقة حادة وتوجس كل طرف من الآخر، بما يفرض تأمينات و ضمانات متبادلة ومنها الأخذ بعين الاعتبار تنازلات من بيدهم الحكم اليوم ، ما ينبغي حملهم على قبول بدائل عنهم ليست محل ثقة تامة لديهم. من حقهم إلا يسلموا الحكم إلا لجهة محايدة فعلا عرفت بالاستقامة الأخلاقية التامة "العدالة" وقوة الشخصية وسوابق مشرفة في معارضة الطغيان . ويتعلق ذلك بكل وزراء هذه الحكومة وبالخصوص في رئيسها . كما ينبغي التحديد الدقيق لمدة عمل هذه الحكومة. ومن هذه الضمانات المحافظة على ولاية المجلس التأسيسي ولاية كاملة على هذه الحكومة حتى لا تنفلت من رقابة الشعب القاعدة الأساسية للديمقراطية : أنها حكم الشعب عبر ممثليه، والمجلس منتخب وليست الحكومة كذلك . ان ركام انعدام الثقة هو الذي أوحى بفكرة تخفيف رقابة المجلس على الحكومة في تحد لقاعدة من قواعد الديمقراطية رقابة المجلس على الحكومة ' وكذا قاعدة توازي الإجراءات . فكيف تكتسب الحكومة الثقة بالأغلبية المطلقة ولا تسحب منها إلا بالثلثين!! إنه جزء من بقايا أزمة الثقة، وإلا فكيف يتصور عمليا أن تتشكل حكومة بالوفاق أي دون اعتراض من طرف، ثم تجاز من المجلس، ثم لا يلبث هذا المجلس أن ينقلب عليها بسحب الثقة منها؟ هذا هاجس مسحوب من مرحلة الصراع بين السلطة والمعارضة، بينما نحن بصدد تجاوز هذه المرحلة و بناء مرحلة جديدة. نحن في مرحلة البحث عن التوافق الحكومي بمعنى قيام الحكومة على شرعية التوافق بديلا عن شرعية الانتخاب، وذلك خلال ظرف استثنائي قصير، مع استمرار الشرعية الانتخابية على صعيد المجلس.



3. من العقبات ايضا القرارات المسيسة للمحكمة الادارية التي لم تراعي دقة المرحلة و ضرورة تجاوز بعض الشكليات امام المصلحة الكبرى في التوافق على هيئة مستقلة للانتخابات بأسرع وقت و تحديد رزنامة واضحة للمواعيد الانتخابية حتى تتوضح الرؤيا و تنصرف الاحزاب لإعداد برامجها و تخرج البلاد من حالة الصراع و الضبابية مما يؤثر ايجابا على كل القطاعات.

7. واضح انه أمام التونسيين فرصة أخرى ليضيفوا إلى مآثرة إطلاقهم لثورات الربيع العربي التي أطاحت بدكتاتوريات باطشة متكلسة مبشرين بالحرية والانعقاد، مآثرة أعظم إذ ينجحون في تتويج مسارهم الانتقالي بتأسيس أول ديمقراطية عربية، لا يفصلهم عنها غير استحضارهم لأيام أخرى من أيام الثورة يستعلون فيها عن أنفسهم متجاوزين ضيق التحزب إلى سعة الوطن ليخرج الجميع راضين. سبيل ذلك رهان الجميع على إنجاح المؤتمر الوطني للحوار

8. على الدول الصديقة ان تدعم هذه التجربة بكل ما تستحق من أشكال الدعم و دفع الاطراف السياسية الى التوافق و انجاح المسار و تغليب المصلحة الوطنية على الحزبية و الوصول الى بر الامان بتنظيم انتخابات نزيهة و شفافة و المصادقة على دستور بنسبة عالية. تونس تستحق ان تكون رائدة في عالم الانتقال الديمقراطي.

Omar Bendjelloun (ACM – Maroc)

Le Maroc est en phase de transition démocratique hésitante depuis l'avènement du gouvernement «d'alternance» en 1998, dirigé par une ancienne opposition affaiblie. Ce gouvernement a été formé un an avant le décès du roi Hassan II, connu pour un règne autoritaire, et l'avènement du roi Mohamed VI, donnant au Maroc beaucoup d'espoir démocratique.

Mais les évènements terroristes du 16 mai 2003 à Casablanca ont favorisé le retour de l'autoritarisme, et malgré l'avènement du Printemps arabe, le caractère hybride de l'action étatique ne tranche toujours pas en faveur de la Démocratie.

Trois niveaux témoignent de cette réalité par l'analyse du pouvoir.

- Le niveau institutionnel et étatique
- Le niveau sociologique et juridique
- Le niveau territorial

Au niveau institutionnel

Les observateurs s'accordent à penser que l'ambiguïté de la nouvelle Constitution, qui est la résultante du Printemps arabe, et le rapport du Régime au « politique » et à la société, ne plaident pas en faveur de la Démocratie.



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

Dans le jeu d'acteurs, l'institution monarchique, au centre du pouvoir au Maroc, continue de privilégier la légitimation de l'autoritarisme par des arguments comme «l'unité territoriale, le fondamentalisme ou une société non éligible à la réforme».

Dans ce sens, l'État maintient une cohabitation forcée entre une façade libérale et le «*makhzen*», qui est un système traditionnel parallèle aux institutions modernes qui neutralise la dimension rationnelle légale de l'État. Cela conforte la capacité du Régime à utiliser une forme d'«hybridité institutionnelle».

Cette hybridité est incarnée par le dosage entre un discours basé sur les Droits de l'homme, une Constitution prônant la séparation des pouvoirs, une représentativité politique contrôlée, et la concentration du pouvoir entre les mains de la Monarchie.

Pourtant, le «Printemps arabe» et la nouvelle constitution de 2011 ont fait croire en la capacité du Maroc à dépasser son inertie. Ce moment historique témoigne que l'appel pour une monarchie parlementaire fut accueilli par un discours sur la séparation des pouvoirs au niveau de l'État et des territoires.

Mais en moins d'un an, la parenthèse a été refermée par le maintien d'un multipartisme réduit en «parti unique», qui exécute les directives du «*makhzen*», lui garantit son immunité vis-à-vis des contre-pouvoirs et assume ses décisions impopulaires. Cette réalité est couverte par la légitimité du PJD, le parti apparenté islamiste qui a bénéficié du « Printemps arabe » pour être premier aux élections législatives et former son gouvernement.

Ces « partis », dotés d'une légitimité populaire, sont contrôlés par la création de «partis» d'État qui affaiblissent le vote de conscience par différentes formes d'intervention. L'USFP-apparenté socialiste-, qui a ouvert le « processus démocratique » en 1998, est emblématique de cette réalité qui l'a mis sous tutelle d'une monarchie exécutive, par la force des textes et des allégeances administratives, durant tout son mandat. D'ailleurs, le PJD connaît une évolution identique malgré les garanties constitutionnelles.

Pour contrôler les marges démocratiques, le «*makhzen*» profite d'une fracture territoriale, marquée par le sous-développement des campagnes, et des paysans soumis à la féodalité rurale et l'exode vers des espaces périurbains dominés électoralement par l'administration. Cette «ingénierie électorale», datant des législatives de 1963, a toujours provoqué le boycott d'une partie de la classe politique dite, « anti système », et l'abstention de la majorité de la population.

Au niveau des «liens sociaux» et de l'ordonnancement juridique

L'autoritarisme s'exprime par un système juridique qui consacre l'«hypocrisie normative». Les marges d'interprétation de la loi sapent sa vertu égalitaire pour instaurer un mécanisme à deux vitesses et un climat de «liberté conditionnelle».

Au niveau des libertés publiques, les droits d'expression, d'investigation ou d'association sont autorisés par la constitution, le code de la presse ou les lois sur les libertés. Mais des sanctions d'emprisonnement très lourdes prévues par le code pénal ou la loi anti-terroriste peuvent à tout



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

moment amener le parquet à poursuivre journalistes ou activistes pour entrave à des lignes rouges imprécises.

Au niveau de ce qu'on peut appeler la "liberté affective", la superficialité des qualifications "atteinte à la pudeur" ou "débauche" font que la jeunesse est victime d'un diktat de la part des autorités judiciaires. En revanche, les réseaux de "proxénétisme" qui alimentent le tourisme sexuel sont protégés et restent sans élément légal par la non-ratification de la convention de Palerme sur la traite humaine. Aussi, le détournement de mineur ou le viol relèvent de formes de conciliations arbitrées par le pouvoir judiciaire sur la base du célèbre article 475 du code pénal marocain.

"Une bonne loi doit être courte et obscure" disait le roi Hassan II. Une maxime qui permet au pouvoir politique d'avoir la marge nécessaire à maintenir son absolutisme sous couvert du droit. Dans ce sens, l'art. 55 du code de procédure pénale donne au ministre de la justice le pouvoir de diriger le Parquet à l'échelle nationale et de mettre en place cette "politique pénale" à deux vitesses.

La différence entre un État de droit et un État policier c'est que dans le premier la police est au service des magistrats et dans le second c'est le contraire. Au Maroc, c'est un dosage entre les deux qui donne au procureur le vrai pouvoir judiciaire. Il est doté du régime de détention provisoire, dont les décisions ne sont pas contredites par les magistrats. Cette réalité a permis la répression de journalistes ou d'activistes dans le cadre d'une apparence legaliste.

Au niveau des territoires

Les différentes réformes de décentralisation ou de régionalisation des territoires ne parviennent toujours pas à imposer le principe d'autonomie. La dernière consécration de ce principe a été faite par la constitution de 2011, mais sa mise en œuvre s'écrase devant la tutelle du «wali» qui représente l'État central et agrège les ramifications locales du «makhzen».

Le principe d'autonomie est aussi le fer de lance de la diplomatie marocaine par rapport à la question du Sahara. Doté d'une unanimité au sein des élites intellectuelles indépendantes et de la conscience collective populaire, la proposition de l'autonomie attire la société internationale, et permet le dialogue avec le Polisario dont les cadres sont considérés comme des Marocains dans l'opposition vu leurs trajectoires militantes.

Toutefois l'hésitation relative à l'enjeu autoritaire est présente lorsqu'on analyse la proposition détaillée du rapport officiel sur la régionalisation, perçu comme en deçà des ambitions indépendantistes.

Le fait de compartimenter le Sahara en trois régions, le maintien de certaines formes de tutelle étatique sur les finances et les relations extérieures, les rapports complexes avec les « indépendantistes de l'intérieur », l'état d'avancement du processus démocratique du nord du Maroc, les expériences avec l'USFP et le PJD, font que le régime marocain est perçu comme un acteur capable de maintenir les choses en état après avoir intégré les forces d'oppositions. Cela dit, le dispositif proposé n'a pas encore été adopté sous forme de loi.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

Face à l'indépendantisme, les issues britanniques comme le Scotland ou l'Irish Act, ou espagnoles et françaises, comme l'autonomie régionale appliquées dans certaines régions, peuvent continuer à être un cadre crédible de dénouement de cette inertie continentale. Son coût économique bloque le développement de l'Afrique du nord et expose toute la région à des menaces sécuritaires sérieuses.

La société internationale elle-même continue de croire en une solution politique, qui soit conforme au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans le cadre d'une large autonomie donnée au peuple et au territoire sahraoui. De par les plateformes géopolitiques et historiques, il est vraisemblable que les acteurs étatiques de la région peuvent se conformer aux aspirations unitaires de la société civile maghrébine. L'adoption de ce type de solution, dont le succès est avéré, ne peut reposer que sur les seules conditions de démocratie et de bon voisinage.

Conclusion

Étant en périphérie du Moyen-Orient et du pétrole, le Maroc devrait développer la confiance nécessaire pour abandonner son modèle hybride qui encourage l'extrémisme, et amène la conscience collective à percevoir le système comme illégitime à porter la démocratisation du pays.

Considérant l'inexistence d'une troisième voie entre autoritarisme et démocratie, la Monarchie devrait se convaincre du choix irréversible de la démocratie seule, à même d'en finir avec le sous-développement, le conflit saharien et l'islamisme. L'Espagne ou la Turquie, des exemples menacés de séparatisme et de fondamentalisme, ont emprunté la voie de la démocratie pour devenir des puissances économiques et diplomatiques mondiales.

Emna Jebblaoui (Cercle ACM de Tunis – Tunisie)

Je vais essayer de développer avec vous une réflexion générale sur la situation de la transition en Tunisie en me focalisant sur les phénomènes qui peuvent aider ou bloquer les femmes et la jeunesse dans leur quête d'une nouvelle citoyenneté.

Bientôt trois ans après la révolution du 14 janvier 2011, la Tunisie connaît des difficultés sociales économiques politiques et sécuritaires assez sérieuses.

La révolution tunisienne, c'est d'abord un élan populaire dont la vitalité semble contagieuse. Une vitalité déterminée à montrer que la Tunisie est un pays qui mérite un peu plus que le pain et le cirque. Les slogans que les Tunisiens ont érigés ont clairement revendiqué la liberté et la dignité des personnes et du pays. La démocratie revendiquée reste après un peu moins de deux ans, embryonnaire, mais nous savons tous que la transition démocratique est un processus qui peut nécessiter cinq ans ou plus afin de réformer l'appareil du régime totalitaire.

Mais essayons de comprendre quelques éléments liés aux origines du mouvement contestataire qui remonte au 17 décembre 2010, et qui a été précédé par le mouvement du bassin minier de Gafsa en 2008.



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

Mort de Didon,

peinture de Boccace, XV^e siècle

Didon se donne la mort en s'immolant.

Un geste de dignité ultime pour ne pas

La révolution tunisienne est une révolution « sans révolutionnaires » sans idéologie, sans héros, sans leadership politique. C'est ce qui fait l'originalité de cet événement unique et qui a donné en même temps l'impression à la jeunesse désenchantée, aux chômeurs et aux personnes qui se sont soulevées dans les régions marginalisées que le mouvement n'était encadré que par la colère et la détermination des manifestants. Mais une fois apaisé le mouvement de la contestation large, il y eut un sentiment de vide lié au fait que la société civile autonome a été persécutée et empêchée de remplir son rôle. Il en va de même pour les médias indépendants et pour les partis politiques.

Le cogito tunisien : *Je brûle, je me consume donc j'existe !*

Nous l'avons dit, la nôtre est une révolution sans idéologie, sans héros. L'étincelle qui a déclenché le mouvement de protestation, celle de Bouazizi, était celle du désespoir de citoyens qui ont brûlé, qui se sont brûlés de désespoir, qui se sont consumés. Les Tunisiens connaissent bien le feu depuis la création de Carthage, la reine Didon, Princesse de Tyr, fondatrice de Carthage. De nombreux textes anciens attribuent la fondation de Carthage à Didon, également appelée Elissa. Sœur du roi de Tyr Pygmalion, elle quitte la Phénicie après le meurtre de son mari perpétré par son frère, relâche à Chypre où elle recrute de nouveaux colons conduits par le grand prêtre, arrive en Afrique, où elle obtient des autochtones la concession d'une terre. Mais le chef libyen qui l'accueille ne tarde pas à exiger de l'épouser ; plutôt que de consentir à cette union, Didon, au cours d'un sacrifice, se jette sur un bûcher et se donne la mort d'un coup de poignard.



Le suicide est un sacrifice suprême, c'est depuis l'Antiquité dans les religions païennes, un moment symbolique fort de sens. L'immolation de sacrifices humains ou animaux était une forme de rite populaire et public qui visait à exorciser le mal de l'assistance... Le sacrifice, l'offrande et le don étaient offerts aux divinités des religions païennes...

De Carthage à la Tunisie du XIX^{ème} siècle le mal semble exorcisé par le feu, la dignité retrouvée par l'immolation. Le peuple en colère après la mort de plusieurs jeunes diplômés et chômeurs⁵ désespérés, et surtout après la mort de certains protestataires dans les régions marginalisées à Sidi Bouzid, à Tala, à Kasserine a décidé que le sang des Tunisiens était précieux et que « trop c'est trop ! ». Il fut ainsi déterminé à déloger la pieuvre (*la piovra*) d'un pouvoir à plusieurs ramifications dont la police, la dictature, la corruption et même la criminalité.

⁵ Bouazizi originaire de la ville de Sidi Bouzid, avant lui la mort mystérieuse de Gharsallah originaire de Kairouan dont la famille a reçu le corps carbonisé, Trimech, originaire de Monastir.



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

Les chômeurs et les jeunes Tunisiens désabusés ont dit NON au système. Un système transformé en mante religieuse meurtrière.

Le désenchantement à effet de domino

La pulsion de mort chez les jeunes Tunisiens au chômage était une réaction à des années de marginalisation d'appauvrissement et d'humiliations.

Les slogans⁶ levés par ces mêmes jeunes revendiquaient la dignité, la liberté, la justice sociale. Partis de la marge vers le centre, les mouvements de protestation ont eu un effet de domino sur les régions de la Tunisie, sur le Maghreb, le Machrek et le Moyen-Orient. Ces protestations auront probablement un impact sur les stratégies et les politiques internationales des prochains mois et des prochaines années.

Traumatismes pré et post-révolution

Après les premiers jours ayant suivi le 14 Janvier⁷, il y eut le couvre-feu, les débordements sécuritaires qui ont effrayé la population. Tous les magasins, les banques étaient fermés pendant quelques jours. C'était une atmosphère de guerre, une atmosphère de Fallouja.

Une pulsion de mort réelle est née dans le pays, cette pulsion était à l'origine des dizaines de suicides par immolation qui ont touché la jeunesse, une des raisons de ce désespoir est l'absence totale de perspectives. Certains avaient détecté en réalité les premiers indices de la crise dans la violence inhabituelle qui a sévi dans les stades de football depuis à peu près deux ans et surtout les derniers mois. La violence du public et de la foule footballistiques était l'indice d'un malaise qui en cachait d'autres, un malaise mal diagnostiqué, mal géré par une classe dirigeante vieillissante de plus en plus isolée de la réalité, une classe dirigeante périmée depuis quelques années.

Juste après le départ du Président, nous avons retrouvé **un peuple traumatisé**. Un peuple qui a besoin d'être réconforté, rassuré, accompagné dans cette belle transition démocratique qui a été précédée par de gros traumatismes. Un travail de deuil, un travail de vérité⁸ et de réconciliation est à faire.

⁶ Avez-vous écouté les slogans du peuple qui s'est soulevé, cette vague de colère qui a soulevé mon pays, demandant à ses décideurs du respect ; ils ne l'ont pas montré. « Respectez notre soulèvement ! », « Nous exigeons du respect, créatif ».

⁷ On n'a eu de cesse de chanter pendant 3h de 11h à 14h l'hymne nationale, et de prononcer ce verbe à l'impératif magique et fort « Dégage ! ».

⁸ Voici un témoignage d'un citoyen terrorisé par le Régime : « Nous sommes arrivés à un état de terreur. Personnellement, j'agissais au sein d'une ONG régionale indépendante, alors j'ai été suivi par des mouchards. Une femme m'a suivi à Istanbul lors d'un *workshop* où je représentais cette ONG, elle ne m'a pas quitté. Avant le 14 Janvier quelqu'un m'a dit : « calme-toi, tu as un fils, un travail que tu peux perdre ». Il exerçait la terreur de la délation, il posait des problèmes aux militants dans leur travail... C'est compliqué, tu n'as pas idée, c'était un système de pieuvre qui nous étouffait... Personnellement j'étais dans leur liste rouge mais j'agissais avec prudence, mon point faible mon fils... J'attendais qu'il pousse et je faisais quand même changer des choses à petites doses. Je pense que les intellectuels indépendants méritent le respect, il les a



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

Justice transitionnelle

La justice transitionnelle peut être un mécanisme juridique exceptionnel qui aide le peuple tunisien à dépasser ses traumatismes... La justice transitionnelle est nécessaire quand on passe d'un état de guerre à un état de paix ou quand on passe d'un État d'absolutisme à un État de démocratie. La dictature est tombée, mais pas son système, ni ses mécanismes. La réforme et le démantèlement du système sont un travail qui se fait dans la durée.

Les morts ne doivent pas être oubliés, la poursuite des responsables doit être engagée dans un processus de justice transitionnelle qui peut être conçu et adapté à la réalité et aux aspirations nationales. Faut-il oublier qu'un enseignant universitaire a été tué à Douz, à savoir le regretté Hatem Bettahar ? Les enseignants universitaires veulent savoir qui a tué leur collègue Hatem Bettahar, les personnes attrapées ont certainement parlé. Qui sont les responsables directs et indirects des événements de décembre et de janvier derniers ? La responsabilité est à définir dans un processus de vérité, de justice mais aussi de réconciliation.

Faut-il oublier le journaliste français tué ? Y-a-t-il un recours pour savoir qui sont les responsables ?

La plupart des Tunisiens se disent : Restons vigilants, perplexes, dubitatifs ! Mais désormais les langues déliées ne doivent plus se taire ; ils sont fiers de leurs amis, des hommes et des femmes de leur pays.

Ils se disent : N'oublions pas nos morts, garantissons des procès justes aux corrompus, dénonçons sans relâche les abus !

Ils disent aux morts et à toutes les victimes du régime de tous genres : nous vous aimons et nous honorons votre mémoire ! Nous n'allons pas oublier ! Les responsables sont à notre avis très embarrassés et veulent avouer leurs torts pour pouvoir construire avec les autres Tunisiens et avec eux-mêmes, nous devons façonner notre voie pour la vérité et la réconciliation pour pouvoir passer de la réflexion à l'action positive et constructive.

Les Africains du sud ont trouvé leur modèle, les audiences publiques et les assurances ont permis aux coupables d'offrir une réparation matérielle aux victimes et de se racheter sans forcément avoir à subir la prison, mais il a fallu qu'ils reconnaissent en public leurs erreurs et qu'ils disent la vérité sur la corruption et les crimes commis. La vérité est un contrat moral qui les a liés aux autres pour construire l'Après-apartheid.

Le Vieux Continent

Alors qu'Edgar Morin a écrit sur *l'espoir tunisien* et a fait l'éloge de cet inattendu, la classe politique était moins préparée à accueillir cet élan.

La surprise de l'Occident après le soulèvement des Tunisiens, les balbutiements des politiques et des positions prises à l'égard de ce tournant historique nous montrent que l'Europe - plus que les USA -

terrorisés à feu doux. Son système est le plus gros responsable de la castration intellectuelle et politique des citoyens tunisiens. »



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

ne s'attendait pas à cette révolution et qu'elle est encore aujourd'hui troublée par ces changements de donne rapides. Les politiques occidentales ont montré certaines limites ou une vulnérabilité à l'image de la fragilité de leurs alliances ratées avec les vieux dictateurs contre toutes les forces de la jeunesse qui représentent l'avenir de ces pays.

La France n'a pas soutenu le peuple tunisien! Il faut le dire!

C'est donc à l'ombre de la France et plus largement de l'Europe que l'autoritarisme a perduré en Tunisie.

Pendant la révolte du peuple tunisien, le gouvernement français a montré un soutien sans faille au régime de Ben Ali ! Quelques intellectuels et représentants du peuple français ont exprimé leurs désaccords avec leur gouvernement ! La position de la diplomatie française a été HONTEUSE. Remercions par la même occasion plusieurs Français qui nous ont soutenus cœurs et âmes, et certains médias qui ont pris une position claire assez tôt pendant les évènements.

Le désenchantement de la marge

C'est une révolution des régions tunisiennes pauvres et marginalisées à l'instar de la révolution bolivienne. Les revendications étaient proches de celles des populations qui se considéraient comme natives-indiennes de Bolivie. Ces populations ont obtenu que les multinationales installées dans le pays versent une plus grande part de leurs revenus au Trésor public.

Nous assistons là, à notre sens, à un soulèvement populaire et citoyen contre une forme de libéralisme économique et politique trop arrogant. Le but n'est pas de démanteler le libéralisme, mais d'instaurer une meilleure répartition de la richesse et de renforcer le développement et les droits économiques et sociaux du plus grand nombre.

Perspectives au monde arabo-musulman

Ce monde arabo-musulman doit trouver un modèle démocratique citoyen qui peut fonder une cité moderne et universelle, sans ignorer qu'il s'agit d'un croissant culturel à majorité sunnite modéré qui fera l'équilibre avec le croissant chiite et qui respectera les droits fondamentaux des minorités linguistiques, ethniques et religieuses et garantira les libertés et le droit à la différence pour tous. Un modèle à la turque dans les pays arabes, pourquoi pas ?... La Démocratie pourra permettre à ces deux croissants culturels de trouver un pacte démocratique de cohabitation, de voisinage ; cela permettra enfin peut-être d'isoler les tendances les plus enclines à la violence.

Le génie tunisien

Les Tunisiens essaient de trouver un pacte citoyen unifié, pour construire leur modèle de démocratie tunisienne, une démocratie qui peut inspirer le voisinage.

L'originalité de la Révolution, la créativité d'un peuple qui a plusieurs fois prouvé son génie au cours de l'histoire, nous permet d'aspirer à la construction d'un modèle tunisien pour la transition démocratique. Il est urgent de concevoir, d'imaginer, de rêver un projet, un horizon pour la Tunisie.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

Ce qui manque terriblement dans l'espace citoyen de cette période de construction démocratique après des années de régime où le Parti unique a dominé, c'est aussi une histoire construite sur la Tunisie à laquelle aspirent les Tunisiens qui ont refusé la terreur d'une pensée unique fascisante. Nous étions les enfants de l'État-providence, de la République indépendante... Mais qui sommes-nous aujourd'hui ? Nous nous sommes définis cet hiver par une négation : Non à la dictature, non à la corruption, non à un discours instructeur irrespectueux, non aux anciens discours qui considèrent les citoyens comme des êtres immatures, pas prêts pour les libertés politiques !

Une partie de la classe politique est balbutiante, vieillissante, même parmi l'opposition. Certains sont de bonne foi, d'autres font des calculs politiques qui montrent qu'ils pensent plus à leurs intérêts qu'aux citoyens ou à la cité... Tout un peuple a ainsi l'impression d'être parfois voué à une caste malveillante, d'être l'otage d'une Opposition qui a trop longtemps côtoyé un régime mafieux. Les politiciens sont dans le calcul, les professeurs dans la vérité, la plupart des médias dans l'émotion sensationnelle qui décharge les citoyens de la responsabilité, alors que l'émotion recherchée doit nous charger de notre responsabilité collective.

Enfin, il y a de l'air dans l'air en Tunisie, cette liberté est aussi douce que difficile à gérer, nous devons affronter des défis dont l'expérience de l'adoption de la Constitution et la deuxième grande échéance électorale qui semble annoncée pour la fin de 2013, mais qui risque d'avoir lieu au premier semestre de 2014.

L'animosité et les tensions dans le débat politique guettent la liberté parce que le débat était presque banni de la scène citoyenne. La méfiance des uns envers les autres, **l'allergie de certains à la différence, la défiance alimentée par la dictature entre les différents courants sont des maux à exorciser avec beaucoup de délicatesse**, une délicatesse qui manque parfois. Les polémiques politiques prennent souvent une tournure assez tendue parce que le dialogue citoyen et démocratique n'était pas un exercice courant en Tunisie... Maximiser la différence maximisera les chances que la volonté démocratique des citoyens soit réalisée.

Abderrahaman Mohamed Yeslem (Délégation du Front Polisario, Madrid – Espagne)

Señoras y señores,

Participantes en la cuarta asamblea de ciudadanos y ciudadanas del mediterráneo.

Organizadores de este evento, quiero agradecerlos el habernos invitado a participar con vosotros y haceros llegar la voz del pueblo saharauí.

El Sáhara Occidental, hasta 1976 más conocido como el Sáhara Español es un territorio no autónomo según Naciones Unidas cuya potencia administradora de iure es España. Cada año es tratada esta cuestión en el comité de los 24- también conocido por el comité de descolonización- junto a otros 15 territorios pendiente de descolonización.



*Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.*

*Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.*

La presencia española en el Sáhara Occidental duró alrededor de un siglo siendo interrumpida por la invasión perpetrada por Marruecos y por el régimen de Uld Dadah de Mauritania. En una tentativa para ``legitimar`` dicha ocupación de los dos países, España firma, con estos, los llamados acuerdos tripartitos de Madrid donde cede ilegalmente el territorio a ``una administración provisional`` en espera de la celebración de un referéndum de autodeterminación. Estos acuerdos son ilegales desde el punto de vista de la jurisprudencia internacional y nunca han sido reconocidos por Naciones Unidas. En este sentido es clarificador el veredicto del Hans Correl (ex consejero de las Naciones Unidas para asuntos jurídicos) en su informe de 2002, el Sr. Correl dice al respecto:

`` La situación del Sáhara Occidental bajo administración marroquí.

Los Acuerdos de Madrid no transfirieron la soberanía sobre el Territorio ni confirieron a ninguno de los signatarios la condición de Potencia administradora. Un estado solo, España, no podía transferir unilateralmente la administración del territorio. La transferencia de la autoridad administrativa sobre el territorio a Marruecos y Mauritania en 1975 no afectó la condición internacional de territorio no autónomo del Sáhara Occidental.

La entrega del Sahara Occidental se efectúa en los últimos meses del régimen franquista, cuestión que desencadenó una larga y dolorosa guerra que aún perdura, sin enfrentamiento bélico desde 1991 pero los demás componentes de esta contienda siguen latentes siendo cruentos en algunos aspectos como la violación sistemática de los derechos humanos en los territorios ocupados por Marruecos.

Bien es sabido lo costoso que es toda guerra en vidas humanas y sus trágicas consecuencias para los pueblos. La guerra del Sahara se hace más costosa si tenemos en cuenta que Marruecos ha levantado un muro, el más largo en todo el mundo, de más de 2 mil km con millones de minas anti persona, con radares y alambradas electrizadas que divide el Sahara Occidental. También el régimen Marroquí con su política anexionista ha inmerso a toda la región a la inestabilidad y a la falta de desarrollo el pueblo marroquí al igual que el saharauí es víctima de esta situación.

Después de 20 años de el cese de fuego y de otros tantos años de infructuosas negociaciones que no avanzan ni nada bueno ofrecen- debido a la intransigencia de la monarquía marroquí- porque la paz es donde impera la ley, la justicia y la armonía entre los pueblos. Marruecos sigue obcecado en que se legitime su ocupación al Sahara Occidental y persiste en sus prácticas infractoras de los derechos humanos y el expolio de los recursos naturales de nuestra patria. Se niega constantemente a la celebración de un referéndum de autodeterminación donde los saharauis tendrían la oportunidad de materializar su derecho a decidir su futuro en la urnas. ¿Hay algo más justo y democrático que el veredicto de las urnas?. Los saharauis solo pedimos lo que es nuestro, nuestra tierra. Los saharauis solo pedimos la paz y la palabra.

El oscuro historial de torturas, vejaciones y pisoteo de los más elementales derechos en Sahara Occidental es inmensísimo, son conocidos los episodios de encarcelamientos, secuestros, desapariciones y asesinatos. En este sentido el desmantelamiento del campamento de Egdeim Izik y



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

las numerosas campañas de represión son un claro reflejo de la política opresora y colonial del majsen en el Sahara Occidental.

Amigos y amigas estamos hoy aquí en la asamblea de ciudadanos del mediterráneo para denunciar la ocupación ilegal de Marruecos a nuestra patria y la política despótica que solo haya similitud en el apartheid en Sudáfrica y en la política de ocupación a Palestina pero también para decir a nuestros vecinos, los hijos del pueblo marroquí, que no tenemos nada en contra de este pueblo ni contra sus intereses y les deseamos lo mejor, pero el pueblo marroquí tiene el derecho de vivir libre y en bonanza en su tierra pero también tiene el deber de luchar por un Magreb libre, prospero donde reine la justicia, la democracia y el mutuo respeto y la cooperación de sus pueblos.

Los acontecimientos del futuro inmediato esclarecerán algunas dudas mientras tanto Los saharauis seguirán luchando por recuperar sus derechos y su patria por vías legítimas, sin excluir ninguna, y no cejaran en su empeño hasta ver colmadas sus aspiraciones con veloz y paciente perseverancia en su lucha por la libertad y la justicia.

En definitiva que la justicia y la paz sea nuestro objetivo común.

Viva la cooperación de los ciudadanos por un mundo mejor.

Viva el derecho de los pueblos a su tierra y la paz.

3.5 Agora 4 : Politique, religions et citoyenneté en Méditerranée

Sophie Ghérardi (Fait-religieux.com – France)

L'Europe sécularisée, ce n'est pas un mythe !

L'Europe est la zone du monde où les habitants sont les moins religieux. *'Religion Monitor'*, une grande étude réalisée en 2012 par la Fondation Bertelsman dans une vingtaine de pays auprès de 1000 personnes par pays démontre qu'aujourd'hui le taux de religiosité dépasse les 90% aux États-Unis, en Inde, en Turquie et au Brésil, avec plus de 50% des personnes interrogées qui se disent très religieuses.

En revanche, en Europe occidentale, dans quatre grands pays que sont l'Allemagne, l'Espagne, le Royaume-Uni et la France, le taux de religiosité ne dépasse pas 70% et les « très religieux » sont autour de 20%, moins de 15% dans le cas de la France.

Le pays le moins religieux d'Europe est la République tchèque, au cœur du Continent. Mais c'est surtout dans les grands pays catholiques que la chute des croyances a été rapide à la fin du XX^{ème} siècle.



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

En revanche, dans les toutes dernières études, on constate un très léger infléchissement : les pourcentages d'Européens qui croient en Dieu remontent de deux ou trois points, tandis que les pourcentages d'Américains ou de Brésiliens croyants baissent de deux ou trois points. L'Europe n'en reste pas moins largement sécularisée, avec un peu partout des réactions de méfiance face à l'islam, devenu dans plusieurs pays, dont la France, la deuxième religion.

1) La laïcité est une exception française

La laïcité à la française est un corpus de lois et de jurisprudences, mais c'est surtout une attitude collective partagée, selon laquelle les religions ne doivent pas empiéter sur la politique. Cela isole la France de plusieurs pays européens où la religion est liée à l'État : le Royaume-Uni, la Grèce, le Danemark, la Norvège...

D'après une enquête Sociovision datant de cet été, 78% de la population française, c'est-à-dire aussi les croyants, considèrent la laïcité comme une valeur essentielle ; 79% pensent que la religion est une question privée et que les signes d'appartenance religieuse doivent rester discrets.

Cette laïcité s'installe à partir de 1880 mais la loi principale date de décembre 1905, elle instaure 1) la séparation des églises et de l'État, 2) la neutralité totale de l'État, 3) la liberté de conscience assortie d'une non-reconnaissance et d'une absence de subvention publique des cultes.

Ceci est la situation théorique. En réalité, la laïcité est contredite :

- Par l'exception de l'Alsace et de la Lorraine, qui vivent dans un régime de Concordat, c'est-à-dire que les représentants des cultes y sont payés par l'État, comme dans des pays voisins tels que la Belgique ou l'Allemagne. Il y a d'autres exceptions dans les territoires français d'outre-mer.
- Par l'existence d'un grand secteur privé de l'éducation d'obédience catholique et néanmoins subventionné par l'État.
- Par des subventions aux lieux de cultes construits avant 1905.

Néanmoins, la laïcité est une idéologie puissante en France, avec un réveil notable depuis une trentaine d'années. Ce réveil coïncide avec l'affirmation nouvelle de religiosité, d'abord chez une partie des juifs, puis chez une partie des musulmans et des catholiques de France.

2) L'Europe confrontée à la pluralisation religieuse

Les guerres de religion des XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles ont laissé des traces profondes. La règle énoncée au Traité de Westphalie de 1689 était « *cujus regio, ejus religio* », c'est-à-dire que la religion du prince est celle de son pays. De ce fait, les pays d'Europe se rattachaient tous à une religion majoritaire, avec des minorités dont les droits étaient à peu près respectées. Mais le XX^{ème} siècle a bouleversé cet équilibre. Et tous les États qui avaient longtemps exporté des populations vers les Amériques ont fait l'expérience de l'immigration en provenance de pays qui pratiquaient d'autres religions.



Quatrième rencontre de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée,
Istanbul, 21-24 novembre 2013.

Fourth Meeting of the Mediterranean Citizens' Assembly,
Istanbul, November 21-24, 2013.

Des sociétés largement sécularisées, très tôt dans le cas de la France et du Royaume-Uni, plus tardivement en Italie, en Espagne ou en Scandinavie, sont donc confrontées à de nouvelles religions. En particulier, bien sûr, à l'islam, qui est devenu la deuxième composante après le christianisme dans la plupart des pays.

La difficulté n'est pas que du côté des Européens : dans la plupart des pays d'origine des migrants musulmans, à quelques exceptions près comme l'Inde par exemple, l'islam est religion majoritaire ; l'expérience d'être une minorité est très nouvelle.

Du côté européen, la question est autre : les conventions internationales, signées après la Seconde Guerre mondiale, reconnaissent une complète liberté de conscience et d'expression des convictions religieuses – ou antireligieuses. Or, l'irruption de nouvelles religions pose des défis nouveaux. La France y répond par la laïcité. Mais le problème est que le catholicisme est avantagé parce que ses églises antérieures à 1905 sont possédées par les pouvoirs publics, ce dont ne bénéficient pas les mosquées ou les temples bouddhistes, postérieures à 1905. D'autres pays répondent à ces défis par une extension des droits reconnus aux religions traditionnelles aux nouveaux cultes.

Tout cela se traduit, dans les instances européennes, par une lutte sourde entre les lobbies religieux et la France, notamment, qui veut protéger la laïcité, soutenue en cela par la Belgique et les Pays-Bas. Lors de l'élaboration des lignes directrices de l'Union européenne, la France s'est battue pour que la liberté de ne pas croire soit toujours soulignée. Début 2013 a été créé un Forum interreligieux européen pour la liberté religieuse, un lobby des « nouveaux mouvements religieux » qui cherche à contrer la politique française de lutte contre les sectes.

Marwan Shehade (Vision Center – Jordanie)

الحركات "السلفية الجهادية" في حوض المتوسط

مروان شحادة

مدخل

تحاول هذه الورقة البحثية الإجابة عن عدة تساؤلات رئيسة مفادها: ما هي حدود انتشار الحركات والجماعات والتنظيمات التوحيدية "السلفية الجهادية" في حوض المتوسط ومدى فعاليتها وأثرها على الأمن والاستقرار في المنطقة، وسوف تكون الجماعات المتشددة المنتشرة في حوض المتوسط حالة الدراسة.

وتهدف الورقة إلى التعرف على طبيعة الأفكار المؤسسة للخطاب السلفي الجهادي، والتقسيمات الخاصة بالحركات السلفية عموماً، واستعراض المناطق والدول التي انتشرت فيها السلفية الجهادية في دول حوض البحر المتوسط.